



SOMMAIRE

- **GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT**
- Panorama du Gret en 2014
- Une équipe internationale

12 SEPT THÉMATIQUES **D'EXPERTISE**

- politiques agricoles
- Citoyennetés et démocratie
- Eau potable, assainissement,
- **16** Gestion des ressources naturelles et énergie
- 17 Microfinance et insertion professionnelle

- 18 Santé: nutrition et protection sociale
- 19 Villes pour tous et décentralisation

20 ACTIVITÉS

- 20 Panorama des activités en 2014
- 22 Zoom sur une sélection de projets

Approches sous-régionales | Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Congo | France | Guinée | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | Niger | République démocratique du Congo Sénégal | Vietnam | Portails d'information francophones

40 DÉBATS

- 40 Les grands débats du développement en 2014
- 42 Capitaliser
- 44 Réseaux et alliances
- 45 Plaidoyer et communication d'influence

Annexes:

- 47 Synthèse des activités 2014
- 52 Liste des sigles

← VISITE D'ÉCHANGE, PROJET APICI AU CAMBODGE



Pierre **Jacquemot** président du Gret



Olivier Bruyeron directeur du Gret

ÉDITORIAL

es attentats contre des symboles fondamentaux de la liberté, les guerres et l'insécurité accrue dans diverses régions du globe, les mises en cause de l'efficacité de l'aide au développement, mais aussi les rendez-vous successifs de 2015 à Addis Abeba, New York et Paris qui ouvrent l'espoir d'un accord international autour de nouvelles priorités partagées pour le développement durable et inclusif et pour lutter contre le dérèglement climatique...

Ces bouleversements comme ces attentes nous incitent à examiner l'action du Gret non seulement par les résultats, action par action, mais aussi sous un angle politique plus global, à l'aube de son 40^e anniversaire.

Car au-delà de l'opérateur qui met en œuvre des projets, le Gret, c'est d'abord un projet politique. Celui de croire possible un monde meilleur, avec moins de pauvreté et moins d'inégalités. Celui de considérer que cela n'adviendra pas spontanément, sans la mobilisation des sociétés civiles, sans l'existence d'organisations et de professionnels qui se battent pour agir et donner les moyens de

d'agir aux pauvres, aux oubliés et aux exclus. La tâche est rude, parce que l'ambition est grande, mais aussi parce que pour y parvenir il faut mobiliser une expertise, établir de vrais dialoques avec les bénéficiaires et mettre en œuvre des solutions innovantes.

En ces temps troublés, l'équipe du Gret, forte de ces 747 salariés, riche de ses 20 nationalités, œuvrant dans une trentaine de pays, forme un pont essentiel entre des peuples, des cultures, des histoires, des réalités quotidiennes différentes. Avec des milliers d'autres professionnels au service des moins favorisés, elle tisse des liens essentiels de solidarité, de respect, de tolérance, indispensables pour construire ensemble. Il consolide ses représentations dans ses pays d'intervention, élargit la gamme de ses compétences techniques, innove, s'insère dans les débats et les plaidoyers.

En 2014, grâce au travail de ses équipes, le rétablissement des comptes du Gret s'est poursuivi. Si le profit n'est pas la finalité de l'association, il n'en demeure pas moins que son équilibre financier est le signe d'une bonne santé et le gage de sa pérennité. Par ses actions, il s'attaque quotidiennement à la pauvreté et aux inégalités alors même qu'elles se creusent. Il soutient des initiatives locales, renforce les capacités des pouvoirs publics, aide des petites entreprises à se développer, appuie des dynamiques de développement solidaire. Avec certains succès comme peuvent en témoigner 32 000 Cambodgiens bénéficiant toujours d'une protection sociale santé suite aux transferts des projets Hip et Sky, 18 000 usagers des services d'eau potable de Saint-Louis au Sénégal ou encore les milliers de familles malgaches ayant acheté pour 4,7 millions de repas de complément Nutri'zaza pour bien nourrir leurs enfants. 2,3 millions de personnes ont été concernées cette année par les actions du Gret.

L'environnement est en permanente évolution. Il faut être vigilant sur les changements de procédures des bailleurs, être en alerte sur les préoccupations des donneurs d'ordre, diversifier les partenaires, s'ouvrir aux nouvelles modalités de travail, notamment sur les perspectives qu'ouvrent les « coalitions d'acteurs ». Sans oublier de réfléchir sur la pertinence de nos pratiques, en interne et avec nos pairs membres de collectifs comme le Groupe initiatives ou Coordination Sud.

Sans jamais renoncer au combat contre la fatalité, finalité première de toutes les interventions du Gret depuis bientôt 40 ans.

Août 2015

Coordination: Marie Bessières (Gret) Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Impression: Imprimerie Chirat, août 2015. Imprimé sur papier recyclé.

Photos de couverture : UNE : © Sara Melki (Laos), Arries Dake (Congo) - DOS : © enhaut.org (Mauritanie)

GRET PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT **SOLIDAIRE**

PRÉSENTATION

Le Gret en 2014, c'est 747 professionnels, 160 projets et expertises au bénéfice d'au moins 2,3 millions de personnes dans une trentaine de pays.

Fondé en 1976, le Gret est une ONG internationale de **développement**, de droit français, qui agit du terrain au politique, pour apporter des réponses durables et innovantes aux défis de la pauvreté et des inégalités. Le Gret est une ONG professionnelle, dans sa vision du secteur du développement qu'il souhaite doter de savoirs et de solutions innovantes, dans l'implication des populations du Sud qu'il considère actrices de développement, et dans ses pratiques. Considérant qu'agir pour le développement nécessite une approche globale et pluridisciplinaire, le Gret intervient:

• sur sept thématiques : Agriculture : filières et politiques agricoles; Citoyennetés et démocratie; Eau potable, assainissement, déchets; Gestion des ressources naturelles et énergie; Microfinance et insertion professionnelle; Santé: nutrition et protection sociale; Villes pour tous et décentralisation.

LABELS ET CERTIFICATIONS

Le Gret a depuis 2008 un statut d'entreprise solidaire. d'association d'intérêt général.

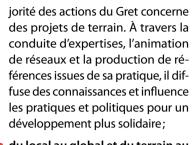
Find, le fonds de dotation dédié à l'innovation pour le développement

Depuis 2011, Find soutient, en partenariat avec des entreprises, des processus d'innovation sociale, technique et institutionnelle dans les pays du Sud afin de construire des solutions innovantes pour le développement. En 2014, Find a soutenu cinq nouvelles initiatives, dont trois en partenariat :

- tester des modèles d'entreprenariat féminin pour lutter contre la malnutrition en Afrique et en Asie, avec la Cartier Charitable Foundation;
- renforcer les opérateurs de la protection sociale santé au Cambodge, avec la Fondation Sanofi Espoir;
- promouvoir des techniques d'irrigation innovantes auprès des familles paysannes vulnérables au Myanmar et au Cambodge, avec la Fondation d'Entreprise Louis Dreyfus;
- accompagner la création d'une franchise sociale de magasins de ventes de latrines (sanimarchés) pour favoriser l'accès à l'assainissement à Madagascar;
- tester un dispositif de téléphonie mobile pour l'insertion professionnelle en Mauritanie.

Plus d'information : www.gret.org/find

- ← SENSIBILISATION AUX PRATIQUES D'ALIMENTATION DU NOURRISSON ET DU JEUNE ENFANT, PROJET NUTRIFASO AU BURKINA FASO @ Mirrdyn Denizeau
- DIONTOLOLO D'AMBOHIBARY À MADAGASCAR © Marie Bessière



• avec une diversité de métiers : la ma-

du local au global et du terrain au politique, à l'échelle de villages jusqu'aux instances internationales.

Pour mener ses actions, le Gret établit des alliances et bâtit des partenariats diversifiés et de long terme, dans tous ses pays d'intervention, avec des acteurs du monde associatif, économique, public ou de la recherche. Il est fortement inséré dans les réseaux d'ONG français (Coordination Sud, Groupe initiatives, CFSI, F3E, AD2M, France Volontaires), sectoriels (Coalition Eau, PS-Eau, Cerise) et dans de nombreux pays (Congad au Sénégal, Ingo Network au Laos, Spong au Burkina Faso, Plate-forme des ONG à Madagascar, etc.).

STRATÉGIE 2014-2016

Depuis 1976, le Gret se déploie tout en restant fidèle aux fondamentaux qui constituent son identité.

Sa vision: une organisation internationale, décentralisée, solide, plurielle et influente où pays d'intervention et siège forment durablement une communauté de sens, de valeurs et de règles. Cette ambition s'inscrit dans un contexte économique de raréfaction des ressources pour le développement. Sa stratégie 2014-2016 vise à la fois à répondre aux contraintes de son environnement à court terme et à engager des dynamiques porteuses d'effets à plus long terme. Elle se décline en trois axes stratégiques :

l'efficience, qui passe par la sécurisation de sa gestion, le renforcement de la coordination de ses actions, la consolidation et la diversification de ses sources de financement et la préparation des réformes structurelles en lien avec son internationalisation:

- le renforcement de ses valeurs et de sa cohésion, à travers le renforcement des compétences des ressources humaines dans les pays d'intervention, l'amélioration des pratiques de responsabilité sociale et environnementale (RSE), l'encouragement des débats internes, et le renouvellement de la politique de qualité des opérations;
- l'amélioration de sa production de références et de sa capacité d'influence en renforçant ses capacités d'adaptation à son environnement et d'innovation, en améliorant la gestion de ses connaissances, sa communication d'influence et notamment son plaidoyer.

En 2014, pour mettre en œuvre ces orientations stratégiques, le Gret a engagé plusieurs réformes structurelles :

- refonte de son système de procédures internes sous la forme d'un Guide de procédures pays unifié visant à accroître la qualité de la gestion et la bonne coordination des actions;
- ouverture de deux nouvelles représentations permanentes dans des pays d'intervention régulière : la Guinée et le Niger;
- renforcement du pilotage de ses activités d'influence, avec la création d'une nouvelle direction en charge de la prospective, la refonte d'une cellule d'animation scientifique pour la gestion et la production de connaissances et le renforcement de la cellule communication pour accroître la communication d'influence et coordonner le plaidoyer;
- mobilisation d'une personne dédiée au Fonds d'innovation pour le développement pour encourager les partenariats Find-entreprises.



Son caractère non lucratif, l'affectation à 100 % en réserve de ses résultats et le fait que l'écart entre le salaire le moins élevé et le plus élevé soit inférieur à un coefficient de 4 lui ont permis de se voir délivrer ce statut. Le Gret a également depuis 2010 le statut

Panorama du Gret en 2014

747 professionnels

de 20 nationalités dans 15 pays

Ouverture de deux nouvelles représentations en Guinée et au Niger

> 160 interventions

> > dont:

62 % 101 projets de terrain

> 21 % 33 expertises

et missions courtes

17 % 26 études, recherche et capitalisation

Des actions en partenariat avec :

une quinzaine

d'institutions scientifiques

<u>AMÉRIQUE LATIN</u>E, CARAÏBES

190

partenaires opérationnels

140

partenaires financiers

2,3 millions

de personnes concernées dans le monde



30 pays d'intervention





publications

5 nouvelles initiatives soutenues par Find

dont 3 en partenariats entreprises

retombées médiatiques

141 000 visiteurs sur gret.org DÉBATS **INTERNATIONAUX** 2014

Gacsa

aide publique au développement financement de la biodiversité

agriculture familiale Ebola

réhabilitation de quartiers précaires

Gouvernance

GOUVERNANCE DU GRFT

Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, le Gret se donne des exigences de transparence et de démocratie interne. Ses orientations sont définies par l'Assemblée générale, qui se réunit deux fois par an. Chaque année, le Gret compte plus en plus de membres issus de ses pays d'intervention ou de représentation permanente. En 2014, 146 personnes étaient membres du Gret de 10 nationalités : Burkina Faso, Cambodge, Congo, France, Haïti, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Sénégal, Vietnam.

Le Conseil d'administration, dont le (ou la) président(e) est élu(e) pour trois ans renouvelables, est composé de représentants des salariés et de personnalités spécialistes des questions de développement. Le Gret est sous la responsabilité opérationnelle d'un(e) directeur(rice) élu(e) pour trois ans et pour deux mandats au maximum. En 2014, le directeur général est Olivier Bruyeron.

Dans certains pays de représentation, le Gret bénéficie de l'appui d'un Conseil stratégique. En Haïti par exemple, le conseil stratégique est composé d'anciens représentants et responsables du Gret, d'universitaires, de partenaires et de conseillers avec lesquels il a tissé des liens étroits au

PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE **DE STRUCTURES PARTFNAIRFS**

Les équipes du Gret contribuent également à la gouvernance de structures

- Administrateur de collectifs ou réseaux d'ONG, où il exerce des fonctions d'administrateur : PS-Eau. Groupe initiatives, A2DM, Coalition Eau, Cerise, CFSI.
- Sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire dont il partage les valeurs et dont il veut soutenir le **développement**: Altermondes en France, Nutri'zaza à Madagascar, Amret au Cambodge. II

Composition du **Conseil d'administration**

Sous la présidence de Pierre Jacquemot, ancien Ambassadeur de France dans trois pays africains, les membres du Conseil d'administration sont :

Administrateurs externes:

Thierry Matthieussent (trésorier du Gret, retraité, ancien chargé de mission à l'AFD). Xavier Benoist (directeur général adjoint de la Fédération Pact-Arim), François Doligez (ingénieur agronome à l'Iram, professeur associé à l'Université de Rennes), Jacques Lejeune (retraité, ancien dirigeant de sociétés de tourisme et d'hôtellerie). Cécile Sportis (directrice de CS Conseil) et Serge Michailof (chercheur associé à l'Iris).

Administrateurs représentants élus du personnel : Damien Lagandré et Julien Cerqueira.

Observateurs: Anne Bauer, Pierre Fabre, Benoît de Juvigny, Virginie Rachmuhl, Henri Rouillé d'Orfeuil.

TÉMOIGNAGE

Cécile Sportis, administratrice du Gret depuis 2014. directrice de CS Conseil

D'UNE ADMINISTRATRICE

>> « J'ai travaillé une grande partie de ma vie avec pour partenaires principales, des ONG, plus ou moins grandes, plus ou moins professionnelles, avec des objectifs très variables mais souvent, un dévouement et une honnêteté intellectuelle rares, une créativité enviable pour la bureaucrate que je fus. J'ai accompagné plusieurs d'entre elles en 'compagnon de route' mais entrer au conseil d'administration d'une grande ONG dont je suis le travail depuis les années 1980 sur les questions d'accès à l'eau en Haïti m'a rendue à la fois fière et démunie. Que pourrais-je apporter?

Je suis arrivée à la première assemblée générale en janvier 2014 avec plus de questions que de réponses, sorte de poisson hors de l'eau, de Hurone en terre étrangère. Au Gret, j'ai découvert une forme de démocratie participative qui est loin d'être formelle, est inconnue de toute structure étatique. De cela, transpire, un dynamisme palpable, profond et communicatif. Je sais que des divergences doivent exister mais ces modes de fonctionnement sont révélateurs d'une intelligence collective. »

Une équipe internationale

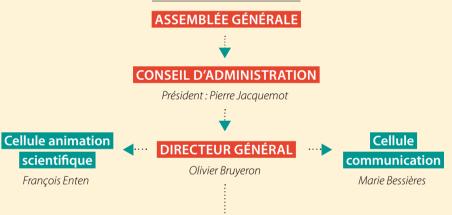
225 MYANMAR **Effectifs par pays** 111 MADAGASCAR 78 MAURITANIE 71 **BURKINA FASO** 70 FRANCE (siège 43 HAÏTI 43 CAMBODGE 31 SÉNÉGAL 27 RDC LAOS 16 CONGO 13 **NIGER GUINÉE VIETNAM** BURUNDI

L'année 2014 a été une année de croissance des équipes du Gret au siège et dans ses pays d'intervention (+9%).

Fin 2014, 747 professionnels du développement déployaient leurs savoirfaire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, eau, agroalimentaire, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, etc.) et compétences en conduite de projet, animation et gestion.

Ces professionnels se répartissaient ainsi:

- dans le monde: 70 salariés au siège et 677 dans les pays d'intervention;
- dans les pays d'intervention : 42 expatriés dont 31 salariés et 11 volontaires de solidarité internationale, 635 salariés nationaux.



Direction administrative et financière

Marie-Odile Cardera

Direction des ressources humaines

Jean-Christophe Lallau

Direction de la prospective

Marc Lévy

Direction des opérations

Damien Thibault

3 DÉPARTEMENTS

animent et gèrent les activités

- Alimentation et économie rurale Dominique Violas
- Politiques sociales et citoyennetés Émilie Barrau
- Services essentiels et ressources naturelles Patricia Toelen

14 BUREAUX DE REPRÉSENTATION

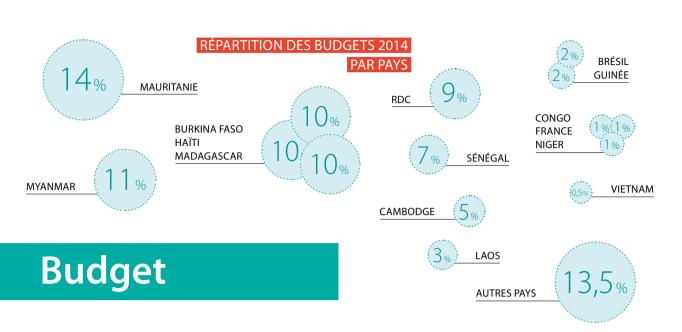
coordonnent les équipes et activités

- **Brésil** Philippe Sablayrolles
- Burkina Faso Claire Kaboré
- **Cambodge** Chanty Meas
- Congo Reiye Gandzounou Matombou - **Niger** Moussa Hainikoye Issa
- **Guinée** Floriane Thouillot
- **Haïti** Ledu Annacacis
- Laos Arnaud Vontobel

- **Madagascar** Luc Arnaud
- Mauritanie Nalla Samassa
- **Myanmar** Murielle Morisson
- RDC Emmanuel Buovolo
- **Sénégal** Guillaume Bastard
- Vietnam Ninh Huu Nguyen

Gret Rapport d'activités 2014

GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE



n 2014, la production du Gret est à nouveau en croissance par rapport à l'année précédente. Elle s'élève à 24,5 millions d'euros. Outre la réalisation d'un nombre important d'études et de missions d'expertise, on constate le démarrage de différents projets, dont sept nouveaux projets d'un montant supérieur à un million d'euros. Au bilan, le volume global des encours de production augmente significativement.

La poursuite de la réorganisation interne pour améliorer les capacités de gestion et de réaction du Gret continue à porter ses fruits : le résultat d'exploitation est positif, comme les indicateurs d'activité. La croissance de l'activité, accompagnée d'efforts continus pour la maîtrise des charges, a permis de dégager un résultat bénéficiaire de 165 636 euros.

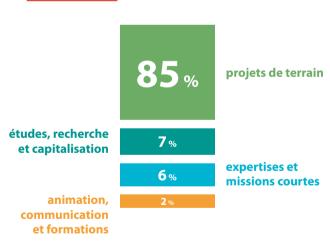
Le bilan montre une amélioration de la situation de la trésorerie. Les fonds propres progressent du même niveau que le bénéfice, passant à près de 1,5 million d'euros.

La part des projets de terrain dans l'activité du Gret reste prépondérante mais stable entre 2013 et 2014. L'analyse géographique de l'activité du Gret en 2014 met en évidence une réduction de l'activité au Vietnam et au Congo et une croissance importante au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et en Mauritanie notamment.



BUDGET 2014 24,5 millions d'euros

RÉPARTITION DES BUDGETS 2014 PAR ACTIVITÉ



» Union européenne	30 %
» Fonds privés	19 %
» AFD	17 %
» Fonds bilatéraux et multilatéraux Nord	16 %
» Coopération décentralisée	8 %
» Autres fonds publics français	7 %
» Fonds publics Sud	3 %

EN MILLIERS D'EUROS

	2014	%	2013	%
Ventes de livres	24		5	
Production de biens et de services	23 370	96 %	19 568	95 %
Production scientifique	736	3 %	750	4 %
Autres produits	327	1 %	263	1 %
Total production	24 457	100 %	20 586	100 %
Charges directes sur activités	-18 051	-74 %	- 14 929	-73 %
Coût personnel direct sur activités	-3 718	-15 %	-3 776	-18 %
Coût personnel de support sur activités	- 733	-3 %	- 564	-3 %
Total consommation	-22 502	-92 %	- 19 269	-94 %
Marge brute sur activité	1 955	8 %	1 317	6 %
Coût personnel indirect	- 785	-3 %	- 564	-3 %
Frais généraux siège	- 743	-3 %	- 691	-3 %
Total coût de structure	-1 528	-6,2 %	-1 255	-6,1 %
Excédent brut d'exploitation	427	1,7 %	61	0,3 %
Reprise sur risques et charges	369		234	
Provisions pour risques et charges	-490		- 250	
Autres charges	-33		- 24	
Résultat d'exploitation	273	1,1 %	22	0,1 %
Résultat financier	30		- 11	
Résultat exceptionnel	- 137		57	
Impôt sur bénéfice	0		0	
Résultat net avant affectation	166	0,7 %	68	0,3 %
Fonds dédiés	0			
	166	0,7 %	68	0,3 %

EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	2014	2013
Immobilisations corporelles et incorporelles	35	46
Immobilisations financières	227	224
Total immobilisations	262	270
Encours de production	41 920	30 845
Clients et autres créances	6 033	5 084
Avances versées sur projets	1 379	1 442
Actif circulant	49 332	37 372
Disponibilités	3 105	2 435
Charges constatées d'avance	107	24
Écart de conversion actif	0	0
	52 806	40 101

PASSIF	2014	2013
Fonds associatifs et réserves	1 291	1 224
Résultat	166	68
Fonds dédiés	0	0
Total fonds propres	1 457	1 291
Provisions	550	496
Dettes à long terme	0	0
Capitaux permanents	2 007	1 787
Fournisseurs et autres dettes	1 181	650
Dettes fiscales et sociales	832	658
Passif circulant	2 013	1 308
Produits constatés d'avance	48 786	37 006
Écart de conversion passif	0	0
	52 806	40 101

Rapport d'activités 2014 Gret



SEPT THÉMATIQUES **D'EXPERTISE**

En 2014:



AGRICULTURE : FILIÈRES ET POLITIQUES AGRICOLES

54 interventions *dont 30 projets de terrain* dans **21 pays** au bénéfice de **410 000 personnes**



CITOYENNETÉS ET DÉMOCRATIE

9 projets dans 11 pays au bénéfice de 19 700 personnes et 19 associations



EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT, DÉCHETS

30 interventions dans 10 pays au bénéfice de **300 000 usagers**



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE

24 projets et expertises dans 12 pays au bénéfice de **153 000 usagers**



MICROFINANCE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

15 projets et expertises dans 6 pays au bénéfice de **20 600 personnes**



SANTÉ: NUTRITION ET PROTECTION SOCIALE

17 projets dans 9 pays au bénéfice de **1,2 million de personnes**



VILLES POUR TOUS ET DÉCENTRALISATION

15 interventions dans 7 pays au bénéfice de **253 000 personnes**

← ÉLEVAGE D'OVINS DANS LA DRY ZONE AU MYANMAR



TRI DE SEMENCES DE MIL, PROJET RESOPP AUSÉNÉGAL © Gret

21 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Burundi | Cambodge | Côte d'Ivoire | France | Guinée | Kenya | Laos | Madagascar | Malawi | Mali | Mauritanie | Myanmar | Niger | Ouganda | République démocratique du Congo | Rwanda | Sénégal | Tanzanie | Tchad | Togo

EXEMPLES DE PARTENAIRES Apess au Sahel | Cird au Cambodge | Corad au Myanmar | CTAS à Madagascar | Esaff en Tanzanie | Fongs au Sénégal

54 interventions dont 30 projets de terrain touchant 410 000 personnes en 2014

epuis sa création en 1976, le Gret promeut le développement économique et social de l'agriculture familiale et des filières agroalimentaires. Cela implique d'améliorer l'accès des agriculteurs au foncier, aux ressources naturelles et aux moyens de production, la productivité et la durabilité écologique des systèmes de production. Il s'agit également de favoriser l'accès des agriculteurs au marché et la valorisation des produits, et de renforcer les capacités des organisations de producteurs à peser dans l'organisation des filières et sur les politiques publiques.

Le Gret intervient à travers des projets de terrain, l'appui à des partenaires et des travaux d'expertise. L'approche du Gret se fonde sur une intégration des dimensions foncière, productive, commerciale et institutionnelle.

- Appui à des politiques foncières concertées et décentralisées visant la sécurisation foncière des agriculteurs familiaux.
- Amélioration des méthodes de production agricole et d'élevage et de la gestion des exploitations agricoles. Le

Gret travaille en particulier sur les pratiques agroécologiques, les approches permettant d'améliorer la résilience face aux impacts du changement climatique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

 Structuration des filières et approvisionnement alimentaire des villes et des marchés nationaux et régionaux. Le Gret s'intéresse en particulier aux petites entreprises de transformation, à la valorisation des produits au travers de signes de qualité et à

la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes.

 Renforcement des capacités des organisations de producteurs et de celles de la société civile à offrir de nouveaux services à leurs membres, à s'insérer dans les espaces de décision au sein des filières et des territoires, et à prendre part aux politiques agricoles et commerciales, aux niveaux national, régional et international.



2014, ANNÉE INTERNATIONALE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE

L'Année internationale a été l'occasion pour le Gret de rappeler l'importance de soutenir les agricultures familiales. Lors d'une audition par le Conseil économique, social et environnemental le 23 septembre 2014, Laurent Levard, expert agriculture au Gret a souligné que « les agricultures familiales ont apporté la preuve dans diverses régions du monde de leur capacité à contribuer à la génération de richesses, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois et de revenus en milieu rural et à l'utilisation durable des écosystèmes cultivés. Cependant, elles ne bénéficient pas du même soutien que la grande agriculture et sont confrontées à de multiples défis pour accéder aux ressources naturelles, au capital et aux marchés dans des conditions favorables, ou encore pour s'adapter au changement climatique. C'est pourquoi il importe qu'elles soient prioritairement appuyées dans le cadre des politiques de coopération. »



CONDITIONS DE LOGEMENT DES FEMMES MIGRANTES AU VIETNAM, PROJET PHU NU © Gre

11 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Burundi | Cambodge | Cameroun | Congo | Mauritanie | Népal | République démocratique du Congo | Rwanda | Tchad | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Batik International | CDI | Health Development Initiative (HDI) | Humure

9 projets touchant 19 700 personnes et 19 associations en 2014

ouvoir, au quotidien, décider, faire des choix en connaissance de cause et en fonction des opportunités qui sont offertes, participer aux processus de décision, ou contribuer au débat public sur des choix de société, sont autant de façons d'exercer une citoyenneté active, individuellement ou collectivement, audelà de l'exercice du droit de vote. Agir en tant que citoyen contribue à réduire les inégalités dans l'accès aux ressources, aux opportunités, aux services essentiels, aux processus de décision. Cela passe par :

• la prise de conscience des droits et des responsabilités de chacun et l'accès à l'information sur les droits

(logement, accès à la couverture santé, services sociaux, droit du travail);

- le renforcement d'acteurs associatifs, communautaires, sociaux, institutionnels pour une meilleure prise en compte des populations vulnérables:
- l'accès à l'information et aux connaissances par une meilleure maîtrise des technologies de l'information et de la communication d'influence;
- la promotion d'un dialogue pluriacteurs publics et privés, formels et informels, pour la fourniture de services publics essentiels et la défense des droits pour tous, pour des politiques sociales plus inclusives.



APPUI À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS AU CONGO @ Anne-Françoise Taisne / CFSI



AGIR EN PARTENARIATS POUR LA CITOYENNETÉ

Témoignage de Pauline de la Cruz, directrice de Batik International

>> « Le Gret est partenaire de Batik International sur un projet pilote d'amélioration des conditions de vie de 1 000 femmes ouvrières dans deux zones industrielles du Nord-Vietnam. Le projet rassemble des partenaires de nature différente : une ONG locale vietnamienne, deux ONG internationales avec des représenta-

tions locales au Vietnam au mode de fonctionnement et aux trajectoires différents, l'Union des femmes de Vinh Phuc qui est une organisation de masse et le syndicat de la province de Hai Duong. La première année a permis de créer une synergie d'équipe, d'apprentissage mutuel, dans ce projet qui est novateur tant par le public visé (femmes travaillant dans des emplois formels et informels dans des zones industrielles à la périphérie de Hanoï), que par sa démarche qui vise à l'amélioration de leurs conditions de vie et leur insertion sociale à travers l'accès au leadership, à l'information et aux droits. »



↑ BORNE-FONTAINE PROJET AICHA EN MAURITANIE @ enhaut.org

10 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | Congo | France | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Sénégal | République démocratique du Congo

EXEMPLES DE PARTENAIRES AESN | Aquassistance | Coalition Eau | Isea | Lereps | Sedif

30 interventions touchant 300 000 personnes en 2014

approvisionnement en eau potable, l'assainissement et la gestion des déchets sont des piliers du développement durable. Pourtant, 2,5 milliards de personnes dans le monde ne disposent pas de toilettes hygiéniques, 1,8 milliard consomment une eau contaminée et deux milliards ne bénéficient d'aucun système de collecte et de traitement des déchets. Depuis 25 ans, le Gret contribue à améliorer l'accès des plus démunis à ces services dans les pays du Sud, en accordant une importance particulière à l'innovation et à la durabilité des dispositifs.

La colonne vertébrale est la construction de services essentiels. Parce que ces biens publics sont stratégiques pour les sociétés et qu'ils contribuent à la cohésion sociale, le Gret agit pour garantir un accès équitable, de qualité et durable de tous à ces services. Son approche s'articule autour de trois objectifs interdépendants : renforcer les capacités des acteurs à jouer un rôle dans la production, la fourniture et l'utilisation des services, organiser des modes de gouvernance inclusifs de ces services et développer des dispositifs techniques adaptés aux demandes et contraintes locales.



FAIRE FACE À L'AUGMENTATION MONDIALE DE DÉCHETS

🕢 « La gestion des déchets n'est pas une préoccupation nouvelle du Gret, qui aborde cette problématique depuis 15 ans pour répondre aux enjeux sanitaires et environnementaux, rappelle Frédéric Naulet, expert eau et assainissement au Gret. La production mondiale de déchets solides ne cesse d'augmenter. Si on se limite aux déchets municipaux, elle a doublé au cours de la dernière décennie, et elle devrait encore doubler dans les quinze prochaines années. À l'instar de l'assainissement, la gestion des déchets est appréhendée au Gret comme une filière intégrant la collecte, le transport, le stockage intermédiaire, l'évacuation, la valorisation et/ou le traitement éventuel. Chaque maillon pose des problèmes spécifiques qui rendent l'organisation globale complexe. » En 2014, le Gret a poursuivi ses activités de gestion des déchets en zones urbaines et rurales, dans trois pays (Congo, Mauritanie, Haïti) et mené l'évaluation à mi-parcours du programme de valorisation des déchets « Africompost » mené par GoodPlanet et Gevalor, avec la collaboration d'ETC Terra à Madagascar, au Togo et au Cameroun.

Le Gret appuie des organisations de diverses natures dans l'exercice de leurs responsabilités de planification stratégique, de maîtrise d'ouvrage, de financement, de gestion, de défense des usagers, de régulation des services, etc.

Il a développé des savoir-faire en ingénierie hydraulique, en intermédiation sociale, en animation de processus de contractualisation, en analyses institutionnelles, en appui aux entreprises de services, en économie des services publics.

Gret Rapport d'activités 2014 | 15 Rapport d'activités 2014 Gret



À MADAGASCAR @ A Rrenier / WCS

12 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | République démocratique du Congo | Tanzanie | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Afaudeb au Burkina Faso | Centre de gestion participative de l'irrigation (CPIM) | État de l'Amapa | Iset de Rosso | Parc national du Diawling | WCS International

epuis 20 ans, le Gret intervient dans le secteur de l'énergie et la gestion des ressources naturelles au bénéfice des populations locales. Il travaille sur des systèmes d'exploitation durables, pérennes, adaptés, contribuant à préserver la biodiversité et à lutter contre le changement climatique, à la mise en place d'une bonne gouvernance des ressources naturelles et de l'énergie et au partage d'information via la formation et l'animation de réseaux.

au changement climatique est la priorité. »

Gestion des ressources naturelles

9 projets de terrain et 9 expertises au bénéfice de 18 000 usagers en 2014

Dans les pays du Sud, l'érosion de la biodiversité trouve notamment son origine dans les dysfonctionnements du droit foncier et l'aliénation des ressources naturelles par les populations rurales. Un système foncier où l'État est l'unique propriétaire de la terre et de la faune sauvage, sans outil régle-

REDD+ POUR PROTÉGER LES FORÊTS ET LE CLIMAT?

>>> Le Gret pilote le sous-groupe de la commission Climat et dé-

veloppement de Coordination Sud sur l'efficacité et les risques des mécanismes

internationaux pour les populations et l'environnement des pays en développement. Il a travaillé avec le Cirad et les Amis de la Terre sur le mécanisme Redd+

(réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts).

« Les projets labellisés Redd+ doivent être considérés comme des outils d'expérimentation

de dispositifs incitatifs pour alimenter les politiques nationales plus que comme des pro-

ducteurs de crédits carbone, explique Aurélie Vogel, experte en gestion des ressources

naturelles au Gret. Si la référence au carbone comme grammaire commune a du sens dans

les négociations internationales, les financements ne devraient pas être liés à une mesure

de performance basée sur des tonnes de carbone qui est invérifiable. La cohérence des

politiques est un critère important. Redd+ est le vecteur de l'inclusion des forêts dans le

futur régime climatique qui se dessinera à la Conférence climat de Paris en 2015 (Cop 21).

Les négociateurs ne doivent pas oublier les populations dépendant des forêts : l'adaptation

mentaire, encourage un libre accès aux ressources qui déresponsabilise les usagers, et conduit à leur appauvrissement voire à leur disparition. Le Gret agit pour une gouvernance locale des ressources assurant leur durabilité et une plus grande équité entre les usagers. Le Gret intervient autour des aires protégées, de l'eau agricole, des forêts, et des instruments de gestion et de financement de l'environnement (paiements pour services environnementaux, Redd+, compensation).

6 projets au bénéfice de 135 000 usagers

1,6 milliard de personnes sont sans accès à l'électricité et 3 milliards utilisent le charbon et la biomasse pour la cuisine. Le Gret intervient pour l'accès à l'électricité et la production de bioénergies alternatives, par le développement de solutions innovantes adaptées (charbon de Typha, plates-formes multifonctionnelles solaires, miniréseaux hydroélectriques ruraux), en favorisant les énergies renouvelables, un service public équilibré et le développement d'activités économiques. II

ressources-energie

Énergie



CHIN MFI DANS L'ÉTAT DU CHIN AU MYANMAR @ Gret

6 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Cambodge | France | Mauritanie | Myanmar | Sénégal

EXEMPLES DE PARTENAIRES Ada | Amret | Bureau d'appui aux artisans au Bénin | Cerise | CFSI | CGAP | Communauté urbaine de Nouakchott | Coopec | Direction de la Promotion de la microfinance et de l'Insertion professionnelle en Mauritanie | Enda Graf Sahel | Inap-FTP en Mauritanie

Microfinance

5 projets de finance inclusive en 2014 impliquant 12 000 personnes

La microfinance s'attache à fournir des services financiers aux populations exclues du système bancaire traditionnel. À l'origine liée au microcrédit, la microfinance a évolué avec la diversification des produits et l'évolution des formes de fournisseurs de services de microfinance pour répondre à l'enjeu global d'inclusion financière. Le Gret œuvre en faveur de l'inclusion financière depuis 25 ans, par la création et le développement d'institutions de microfinance - IMF (société commerciale et mutuelle d'épargne crédit). Il intervient sur la diversification et la commercialisation de services financiers, le soutien de plates-formes d'échanges et de réflexion sur les pratiques responsables et transparentes et la capitalisation de l'expérience, notamment à travers la gestion du Portail francophone de la microfinance. Le Gret est administrateur de l'IMF Amret au Cambodge.

Appui aux entreprises, formation et insertion professionnelles

En 2014, 6 projets de terrain touchant 8 600 personnes et 4 expertises

Depuis 30 ans, le Gret fournit des services d'appui aux petits opérateurs économiques du secteur informel, de l'artisanat et de l'agroalimentaire. Il intervient sur des aspects techniques et stratégiques (gestion, appui-conseil, information, formation), sur l'organisation de filières et d'organisations professionnelles. Dans le domaine de la formation professionnelle, le Gret met en place des dispositifs de formation par apprentissage, adaptés au marché du travail local et en particulier au secteur informel, et articulés avec l'enseignement formel existant.

Depuis 2008, il travaille sur l'insertion socioprofessionnelle et teste un dispositif d'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion. Il anime le portail de diffusion de connaissances www.entreprendreausud.org. II

www.gret.org/themes/



FINANCER LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES

>>> Pour répondre aux enjeux de chômage des jeunes et de besoin de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs en croissance, de nombreux pays se sont dotés de fonds de financement dédiés à la formation professionnelle. Le Gret a réalisé, en partenariat avec l'Adea et avec la contribution de l'Iram, une étude commanditée par l'AFD sur ces fonds en Afrique et en Amérique latine. « Ces fonds sont chargés de soutenir la formation continue des salariés des entreprises formelles, mais aussi de promouvoir le développement des compétences dans le secteur informel, et d'accompagner la structuration de dispositifs pérennes de formation par apprentissage, explique Christine Uhder, experte en formation professionnelle au Gret. L'étude a donné lieu à 12 recommandations comme la priorisation des ressources visant à structurer les dispositifs de formation continue et d'apprentissage stables, généralisables, ayant un impact sur les politiques. » Voir l'étude sur www.gret.org.

Rapport d'activités 2014 Gret Gret Rapport d'activités 2014 | 17



↑ SENSIBILISATION AUX BONNES PRATIQUES DE NUTRITION EN MAURITANIE © Gret

9 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | France | Guinée | Haïti | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | Niger

EXEMPLES DE PARTENAIRES Cambodian National Social Security Fund | IRD | Médecins du monde | Misola | Nutri'zaza

17 projets touchant 1,2 million de personnes en 2014

00 millions de personnes basculent chaque année sous le seuil de pauvreté pour cause de maladie. Selon l'OMS, la malnutrition est une maladie responsable de la moitié de la mortalité infantile et laisse des séquelles à l'âge adulte pour un enfant sur deux. Elle est à la fois cause et conséquence de la pauvreté et du sous-développement.

Afin de briser ce cercle vicieux malnutrition-maladie-pauvreté, le Gret agit pour améliorer la santé des populations vulnérables sur quatre piliers: la mise à disposition d'aliments fortifiés adaptés produits localement avec le secteur privé local, la sensibilisation aux pratiques adaptées d'alimentation, de soins materno-infantiles et de planning familial, l'amélioration de la

MOBILISER L'ENTREPRENARIAT LOCAL POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

Dans les pays du Sud, les familles ont des difficultés à offrir une alimentation adéquate à leur enfant de six mois à deux ans, en l'absence sur le marché d'aliments de complément au lait maternel accessibles, répondant aux recommandations internationales de qualité nutritionnelles et sanitaires. « Appuyer le secteur privé à produire localement ces aliments de qualité et à les commercialiser à un prix abordable permettrait une consommation accrue par le plus grand nombre d'enfants de manière durable, avec un impact majeur en termes de santé publique, explique Mirrdyn Denizeau, responsable du programme nutrition au Gret. Le Gret promeut des stratégies basées sur les coalitions d'acteurs du public et du privé combinant sensibilisation des populations aux pratiques d'allaitement et d'alimentation de complément adéquates, une législation nationale adaptée intégrant des normes qualité et la mobilisation du secteur privé local. »

qualité des services de santé et le développement de dispositifs de protection sociale santé.

Le Gret intervient depuis 20 ans dans le domaine de la santé, particulièrement en santé materno-infantile. Avec le programme Nutridev, développé avec l'IRD depuis 1994, il s'agit de prévenir durablement la malnutrition en améliorant les pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins, notamment chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de deux ans. Depuis 1997, il déploie également des dispositifs de microassurance santé pour protéger les personnes à faibles revenus contre le risque de dépenses de santé, véritable trappe à pauvreté. L'idée est de favoriser et d'étendre la protection sociale aux populations non couvertes par les dispositifs classiques et aux populations vulnérables du secteur formel.

Le Gret appuie les politiques publiques aux niveaux national et décentralisé pour la définition de stratégies de santé, de nutrition et de protection sociale santé, et de normes de qualité d'aliments de complément au lait maternel. Il mène des actions de terrain favorisant le lien entre les communautés et les structures de santé de base.

www.gret.org/themes/



7 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Burkina Faso | Congo | France - Guyane | Haïti | Madagascar | Maroc

EXEMPLES DE PARTENAIRES Laboratoire Citoyennetés au Burkina Faso | Ville de Dolisie et Association pour l'Appui aux initiatives de santé communautaire (AAISC) au Congo | Adema et Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP) en Haïti

15 interventions touchant 253 000 personnes en 2014

rois milliards de personnes vivent aujourd'hui en ville. 80 % de la croissance urbaine en plein essor provient des pays en développement. En 2010, un milliard de personnes habitait dans des « bidonvilles » d'après Onu-Habitat et 2 milliards y vivront d'ici 2030.

Convaincu du rôle majeur des villes dans le développement et des besoins d'appui liés à l'urbanisation, le Gret agit depuis sa création dans la coopération au développement urbain (150 projets, 100 études et 50 publications). Il soutient les mécanismes de décentralisation qui redessinent les équilibres territoriaux au plus près des réalités socio-spatiales et des acteurs de terrain. Il travaille dans les quartiers populaires centraux ou périurbains, dans des villes capitales moyennes (un million d'habitants) ou dans des villes secondaires aux côtés des acteurs locaux et nationaux. Le Gret est guidé par une finalité : lutter contre la relégation urbaine et assurer un droit à la ville pour le plus grand nombre.

Dans les grandes villes des pays émergents, on assiste à une exacerbation des exclusions des catégories les plus démunies. L'enjeu est de reconnaître la place des habitants pauvres dans la ville, les dynamiques et initiatives populaires et d'inciter à une redistribution des investissements publics vers les quartiers défavorisés pour réduire les inégalités. Dans les pays les moins avancés, notamment en Afrique subsaharienne, la priorité est la maîtrise de la croissance urbaine, de l'exode rural et l'accès aux services pour tous.

Le Gret agit pour la mise en place de démarches de planification urbaine, l'amélioration de l'habitat, l'accès aux services et le développement de l'emploi. Il combine solutions techniques adaptées, mécanismes de financement originaux et dispositifs institutionnels de gestion pluri-acteurs, afin d'inscrire les biens et services créés dans la durée.

www.aret.ora/themes/ville

À PORT-AU-PRINCE, FONDS DE MICRO-RÉALISATIONS URBAINES POUR HAÏTI (FILU) © Fanatis Saint-Sauveur / James Beltis

QUELLES POLITIQUES POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA PRÉCARITÉ URBAINE?

Extrait de l'intervention de Virginie Rachmuhl à la conférence ID4D organisée le 18 novembre 2014, par l'AFD en partenariat avec le Gret



 l'intermédiation afin d'inciter les pouvoirs publics à reconnaître et investir dans les quartiers précaires et à construire avec les habitants des compromis acceptables pour tous;

- l'accompagnement social et la participation car il est naturel de s'adresser à ceux qui, pour l'essentiel, construisent la ville et l'habitent. Il s'agit d'optimiser l'impact positif des actions et de réduire les inégalités urbaines et sociales;
- la planification: classiquement la ville se planifie, puis se construit. Les villes du Sud se construisent et la planification se fait par rattrapage. La planification inscrit l'action dans le temps et l'espace, prend en compte les dynamiques urbaines. Elle permet le travail sur l'urbanité. »

Rapport d'activités 2014 Gret Rapport d'activités 2014 9

ACTIVITÉS Panorama des activités en 2014 >>> Les données statistiques concernent uniquement les pays dans lesquels le Gret a des équipes. Une activité peut concerner plusieurs pays. AMÉRIOUE LATINE, CARAÏBES BRÉSIL depuis 1988 1 projet en cours en 2014 au bénéfice de **500 personnes** HAÏTI depuis 1995 43 salariés **10 projets** *en 2014* au bénéfice de **200 000 personnes**

EUROPE FRANCE depuis 2012 70 salariés, 10 projets en 2014, dont 3 en Guyane

ASIE DU SUD-EST

CAMBODGE depuis 1988

43 salariés, 18 projets en 2014











16 salariés, 6 projets en 2014 au bénéfice de **103 000 personnes** et **50 organisations**

225 salariés, 13 projets en 2014 au bénéfice de **40 000 familles**







VIETNAM depuis 1988

MYANMAR depuis 1995

3 salariés, 7 projets en 2014 au bénéfice de 5 ONG locales et 900 ouvrières migrantes







MADAGASCAR depuis 1988

111 salariés, 20 projets en 2014 au bénéfice de **980 000 personnes**





MAURITANIE depuis 1991

79 salariés, 15 projets en 2014 au bénéfice de 330 000 personnes

8 salariés, 4 projets en 2014













NIGER depuis 2006







27 salariés, 4 projets en 2014 au bénéfice de 1 700 actifs agricoles et 150 familles







31 salariés, 11 projets et **5 études** en 2014, au bénéfice de **50 000 personnes**



AFRIQUE, OCÉAN INDIEN

1 salarié, 1 projet et 1 étude

71 salariés, 18 projets *en 2014* au bénéfice de **160 000 personnes**







en cours en 2014, au bénéfice de **900 personnes**

CONGO depuis 2002

BURUNDI depuis 2009

13 salariés, 5 projets en 2014 au bénéfice de **825 000 personnes**



7 salariés, 4 projets en 2014 au bénéfice de **20 400 personnes**







Afrique de l'Ouest:
Galo / Gouvernance
associative et leadership des
organisations d'éleveurs

2013-2016 | Budget : 1,8 M ∈ | Financement : UE, DDC, Coraf, SOS Faim, CFSI | Partenaire : Apess.

« L'élevage au Sahel est confronté aux changements climatiques, à l'instabilité des prix et à l'augmentation de la pression foncière. Cela entraîne une insécurité alimentaire croissante des éleveurs » explique Nemaoua Banaon, chef du projet au Gret. Depuis 25 ans, l'Apess accompagne ses 30 000 membres pour une transformation maîtrisée des systèmes d'élevage. Le projet Galo vise à améliorer la sécurité alimentaire des éleveurs en renfor-

çant leur participation à la définition des politiques au Burkina, au Mali et au Sénégal.

En 2014, des concertations entre les acteurs du foncier et de la gestion des ressources naturelles ont été organisées, ainsi que la délimitation des espaces pastoraux dans sept communes afin de favoriser l'accès des troupeaux aux pâturages et aux points d'abreuvement. Le Gret et l'Apess ont accompagné des plates-formes d'innovation sur les chaînes de valeur lait et embouche ovine (formation, stock d'aliments du bétail, distribution de semences). Ils ont formé 25 personnes aux textes législatifs régissant la gestion des ressources naturelles.

Afrique de l'Est : Involve / Soutien des organisations paysannes pour le plaidoyer

2012-2016 | **Budget**: 1,8 M€ | **Financement**: UE, Oxfam, Brot für die Welt | **Partenaires**: Esaff (chef de file), Mviwata.

Dans les cinq pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda), le Gret renforce les capacités d'Esaff et de ses organisations paysannes membres à contribuer aux politiques agricoles et de sécurité alimentaire, et à renforcer les échanges de produits agricoles au sein de la région.

Le Gret a mené deux études, finalisées en 2014, sur les politiques agricoles et de sécurité alimentaire dans la région, et sur les impacts des marchés de gros mis en place par Mviwata en Tanzanie et la pertinence et les conditions de succès de ce type d'initiative dans les autres pays. « Nous avons discuté des résultats des études avec les représentants des organisations paysannes de la région, témoigne Laurent Levard, expert agriculture au Gret. Maintenant, ils doivent s'en saisir pour préciser leurs priorités et leurs stratégies de plaidoyer pour les années à venir. »



Afrique des Grands lacs : Renforcement des associations de défense des droits des minorités sexuelles

2012-2015 | Budget: $734 \ k \in$ | Financement: UE, Ville de Paris | Partenaires: Humure, HDI.

La situation des populations LGBTI (lesbiennes, gay, bi, trans et intersexes) dans la région des Grands Lacs est alarmante : des pays durcissent leur arsenal juridique et stigmatisent les minorités sexuelles. L'homosexualité est passible de prison au Burundi depuis 2009, et les risques de lois similaires sont réels en RDC et au Rwanda. Dans ces trois pays, les associations de défense des droits LGB-TI restent fragiles. Le Gret soutient 19 associations locales rassemblant 1 500 membres, en matière de renforcement institutionnel, leurs capacités de sensibilisation et d'accompagnement

- BURKINA FASO / MADAGASCAR / RDC

 © Mirrdyn Denizeau / Aurélie Vogel / Cédrick Luvévé
- ▼ RIZIÈRES DU NORD À
 LUANG NAMTHA AU LAOS
 © Adrian Grägi / www.adriansphotos.ne

juridique et psychologiques des personnes et dans la prévention des MST et du VIH/Sida. Des actions de sensibilisation sont menées à l'occasion des journées contre l'homophobie, contre le sida et pour les Droits de l'homme.

« Aujourd'hui, HDI et Humure animent chacune une plate-forme nationale d'associations LGBTI au Rwanda et en RDC et quatre au Burundi pour échanger et piloter des initiatives de sensibilisation à l'orientation sexuelle comme droit fondamental de la personne », explique Annonciata Mukayitete, cheffe du projet au Gret.

Asie du Sud-Est : Gouvernance de la terre dans la région du Mekong

2014-2018 | Budget : 9 M€ | Financement : SDC | Partenaire : Land Equity International.

Les pays du Mekong font face à de nombreux défis et ont engagé des réformes économiques qui menacent l'accès à la terre des populations les plus vulnérables. Pour améliorer la sécurité foncière des agriculteurs familiaux et rendre plus équitable l'accès à la terre au Laos, au Myanmar et au Vietnam, Land Equity International et le Gret appuient les acteurs des politiques foncières (échanges d'expériences, connaissances, alliances stratégiques) avec le concours financier de la Coopération suisse. « Trois fonds souples permettront de financer des activités de renforcement de capacités, des initiatives ponctuelles pour peser sur les processus de réformes en cours, et des actions de terrain de moyen terme » explique Aurore Mansion, co-cheffe du projet au Gret.

En 2014, un état des lieux des acteurs et des processus de réforme a été réalisé dans les quatre pays ciblés. Une stratégie d'actions et d'alliances a été établie et des premières actions de terrain ont été financées au Cambodge et au Laos.



Geflo / Gestion des forêts de l'Amapá

2012-2015 | **Budget**: 4,7 M€ | **Financement**: FFEM | **Partenaires**: Conservation International (CI), État de l'Amapá.

L'État de l'Amapá au nord du Brésil est recouvert à 70 % par des unités de conservation. En 2006, une forêt d'État appelée Flota a été créée et l'État veut en faire un exemple de gestion durable. Le Gret et Cl accompagnent l'État dans sa politique de conservation et de gestion de la biodiversité et l'aménagement de la Flota. « Nous croyons beaucoup dans le partenariat entre ONG de développement et ONG d'environnement pour atteindre des résultats durables, bénéficiant tant aux populations qu'à la protection des ressources naturelles », témoigne Patricia Toelen, responsable de ce projet au Gret.

En 2014, le Programme des forêts publiques de l'Amapá et le plan de gestion de la Flota ont été finalisés. L'appel d'offres sur les concessions forestières a été présenté à la société civile et le manuel pour le suivi des concessions est en discussion avec les instituts de recherche. Les conclusions des études sur la Redd+ ont été formulées. Les entreprises forestières de l'Amapá et les écoles familiales ont été formées pour être capables de discuter de la politique forestière.

ww.gret.org/les-pays/epresentations/bresil

22 Rapport d'activités 2014 Gret Gret



Nutrifaso / Lutte contre la malnutrition infantile

2005-2017 | Budget: 7,9 M€ | Financement : UE, ministère français de l'Intérieur, AFD, Pam, Unicef, PADS, USAid, Cartier Charitable Foundation, Find, Sida, Ofda Partenaires: ACF, CRS, SOS Sahel, TDH, Misola, Région Est, Fandima, Apac, Aseff, IcoDev, Fiimba, IRD.

Au Burkina Faso, 31 % des enfants de moins de cing ans souffrent de malnutrition chronique, liée principalement à une alimentation inadaptée et aux maladies. Le Gret sensibilise 120 000 familles aux pratiques adaptées d'alimentation, d'hygiène et de soins, et appuie la mise au point, la commercialisation et la promotion de farines infantiles fortifiées auprès de 20 unités de production et via un dispositif de vente de bouillies prêtes à consommer dans les quartiers vulnérables de Ouagadougou. Il met en œuvre des filets nutritionnels lors de crises chroniques et en évalue l'impact.

En 2014, le Gret a appuyé le ministère du Commerce à mettre au point une norme de qualité sur les farines infantiles. « Cette norme définit des standards de référence garantissant la qualité nutritionnelle et sanitaire des farines infantiles au Burkina Faso. Elle va permettre de protéger le consommateur et de valoriser les entreprises locales qui respectent cette qualité, témoigne Tahirou Traoré, responsable du projet au Gret. Elle s'intègre à la politique nationale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, c'est une grande avancée contre la malnutrition au Burkina.»

Pape / Gouvernance et valorisation des ressources naturelles des périphéries des parcs nationaux d'Arly et de la Pendjari

2013-2016 | Budget: 1,16 M€ | Financement: UE, Afaudeb | Partenaires: Afaudeb, Conseil régional de l'Est.

Les pressions négatives sur les aires protégées des Parcs de l'Entente (Bénin, Burkina et Niger) s'accroissent. Afin de contribuer à la conservation de la biodiversité, le Gret et Afaudeb appuient les communautés villageoises riveraines des parcs à mettre en place, aménager et gérer des zones villageoises d'intérêt cynégétique (gestion de la faune sauvage), les Zovic, et à développer des filières durables issues des produits forestiers non ligneux (beurre de karité, huile de balanites, huile de neem, etc.).

« En 2014, nous avons engagé une réflexion sur la gouvernance partagée des aires protégées à travers un voyage d'échange au Ghana et la négociation d'un accord entre acteurs de la gestion de la faune dans une commune », explique Alexis Traoré, secrétaire exécutif d'Afaudeb. Deux unions provinciales de groupements villageois de gestion de la faune et six nouvelles Zovic ont été mises en place, en sus de l'aménagement de trois anciennes. 55 groupements de produits forestiers non ligneux ont été appuyés et une étude prospective pour le développement d'activités d'écotourisme a été menée. II



Accès aux financements pour les petites entreprises de l'eau potable et de l'électricité

2014-2019 | **Budget** : 2 M€ | **Finance**ment : AFD, UE | Partenaires : Artelia, Isea, See/Saw, ministères de tutelle, CWA, REA.

« Un arand nombre d'entrepreneurs privés locaux cambodgiens investit dans des services d'eau et d'électricité dans les petites villes. Ils ont pourtant des difficultés à obtenir des prêts auprès des banques, en raison de leurs faibles capacités de gestion techniques et financières et parce que les produits financiers sont inadaptés », constate Sokkol Yi, directeur d'Isea, centre de services créé par le Gret avec le soutien de Find et du Fonds Suez environnement initiatives. En réponse, le programme d'accès aux financements dédié de l'AFD et l'UE comprend une ligne de prêt concessionnel non souverain à la banque FTB.

Le Gret mène une assistance technique à FTP avec trois bureaux d'études dont Isea, pour étendre l'accès à l'eau et l'électricité dans les petites villes et les zones rurales grâce à des prêts fournis par la FTB. Il s'agit d'aider la FTB à développer des produits financiers attractifs et son portefeuille d'investissement dans le domaine de l'eau et de l'électricité et d'appuyer, à terme, 40 entreprises dans leur développement.

I-Hop / Soutien aux opérateurs de la protection sociale santé

2014-2016 | **Budget** : 303 k€ | **Finan**cement : Find, Fondation Sanofi Espoir Partenaires: Social Health Protection Association (SHPA), Family Health Development (FHD).

Au Cambodge, 60 % des dépenses de santé reposent sur les épaules des ménages, avec parfois des conséguences dramatiques sur les économies familiales. Les dispositifs de protection

sociale santé sont clés pour lutter contre cette trappe à pauvreté. Le projet I-Hop vise à appuyer la professionnalisation des opérateurs locaux à qui le Gret a transféré 10 ans d'activités de micro-assurance du secteur informel (projet Sky) en accord avec le ministère de la Santé.

Le Gret travaille avec l'association SHPA qui réunit huit opérateurs. « L'accès à des soins de qualité pour les familles pauvres et les travailleurs du secteur informel requiert un partenariat stratégique fort entre le Gouvernement et les organisations de la société civile. C'est dans ce cadre que le Gret, FHD et le SHPA sont engagés pour mettre en place des schémas de protection sociale santé et renforcer les opérateurs » se félicite Chhorn Sao, directeur exécutif du SHPA. Le Gret appuie en particulier l'opérateur FHD, actif dans les quartiers précaires de Phnom Penh, dans sa stratégie de pérennisation financière et ses activités d'éducation en santé maternelle et infantile auprès de 80 000 personnes.

WASP / Renforcer les acteurs locaux de l'eau agricole

2014-2018 | **Budget** : 650 k€ | **Finan**cement : AFD | Partenaires : Ministères cambodgiens des Ressources en eau et de la Météorologie et de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, services provinciaux des Ressources en eau et de l'Agriculture, Egis Eau, ISC, Farmer Water User Communities, Farmers and Water Net, Cirad.

Le Gouvernement cambodgien souhaite augmenter la production agricole et améliorer les revenus des familles rurales. Dans ce contexte, le projet WASP vise à réhabiliter 11 périmètres irriqués (11 000 hectares de rizières), 30 preks (5 000 hectares de maraîchage) et à assister les associations d'irrigants pour une gestion durable de ces zones irriguées.

« Dans le cadre du projet Asirri de 2009 à 2012, le Gret avait permis l'émergence

d'acteurs locaux soutenant les associations d'irriaants : une fédération (FWN) et un centre de services (ISC). Dans le cadre de ce nouveau projet, le Gret mène une assistance technique au ministère cambodgien des Ressources en Eau et de la Météorologie », précise Frédéric Larbaigt, chef du projet au Gret. Le Gret assistera l'ISC pour former les associations d'irrigants et développer des services d'appui agricole, favorisera son expansion géographique, et renforcera la FWN pour faciliter les échanges entre associations et ministère.



Filipa / Appui à la filière privée et associative de la pré-collecte des déchets à Brazzaville

2014-2017 | Budget: 650 k€ | Financement : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Délégation aux Grands Travaux (C2D) | Partenaires : Mairies de Brazzaville et des arrondissements.

L'augmentation de la population à Brazzaville (1,5 millions d'habitants) s'accompagne d'un accroissement des déchets. Des opérateurs fournissent un service de pré-collecte en ramassant les déchets chez les usagers et les

déposant dans des dépotoirs au cœur de la ville. « Mais les services proposés ne sont pas régulés par les autorités locales, explique Marie Guillaume, cheffe du projet au Gret, ce qui entraîne une hétérogénéité de tarifs. Les taux de couverture restent faibles notamment dans la périphérie de la ville et des zones en sont totalement dépourvues!»

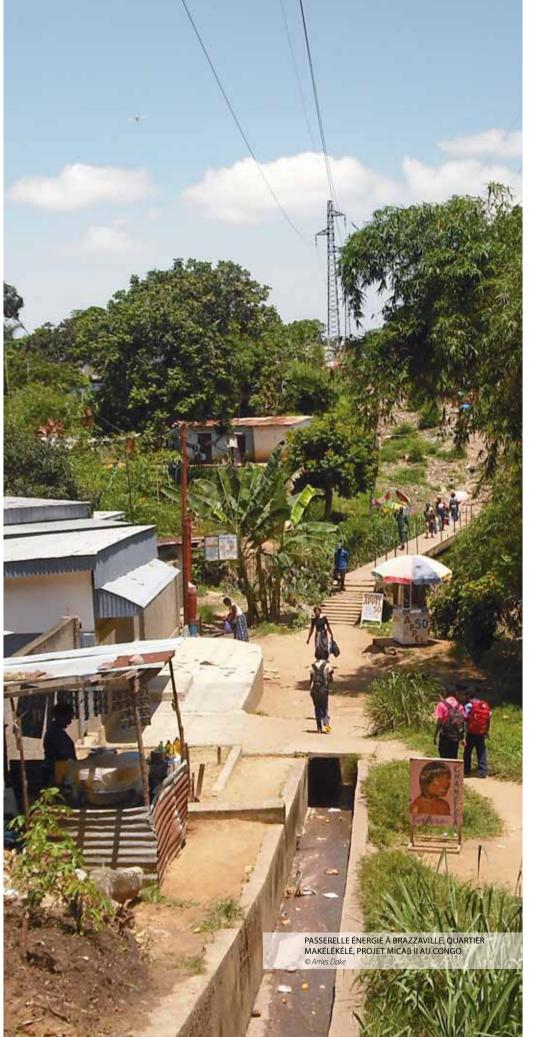
Dans le cadre de la mise en place par la Mairie d'une filière de gestion des déchets, le Gret accompagne la régulation et l'encadrement du service de pré-collecte dans cinq arrondissements, pour augmenter le taux de couverture. En 2014, 360 opérateurs ont été recensés (79 % individuels, 12 % entreprises) proposant un tarif variant entre 200 et 3 100 FCFA par passage, et permettant de desservir 14 à 53 usagers par jour selon le mode de transport utilisé (brouette à mototricycle avec une benne. Ces acteurs seront accompagnés et formés.

Promaiss / Gestion des services de base à Dolisie

2011-2015 | **Budget** : 472 k€ | **Finance**ment : UE, Mairie de Dolisie.

À Dolisie, troisième ville du Congo avec 100 000 habitants, la question des déchets est préoccupante : 40 dépotoirs anarchiques, obstruction des canaux d'eaux, incinérations, accroissement du paludisme et de la typhoïde. Les précédentes initiatives expérimentées par la Mairie de Dolisie et des organisations de la société civile n'ont pas abouti. Aujourd'hui, une poignée de collecteurs individuels dessert un nombre limité de ménages. Il n'y a pas d'autre alternative pour les habitants que de brûler leurs déchets ou de les abandonner dans les décharges sauvages.

Le Gret et la Mairie de Dolisie mettent en place un service de pré-collecte des déchets pour 25 000 habitants dans cinq quartiers de Dolisie. « Nous avons réalisé un plan d'action à



horizon 2017 et un dispositif test avec l'ensemble des acteurs concernés. Nous mettons en œuvre un premier test sur un quartier, explique Florian Marchadour, assistant technique du Gret auprès de la Mairie. Nous formons actuellement les acteurs et sensibilisons les usagers en prévision du lancement du service courant 2015. »

Micab II / Microprojets communaux et associatifs à Brazzaville

2012-2015 | Budget: 1,3 M€ | Financement: UE, AFD | Partenaires: AAISC, Commune de Brazzaville, mairies d'arrondissement de Makélékélé, Bacongo, Talangaï et Mfilou.

« Au Congo, 15 ans après les conflits, certaines populations sont encore marginalisées et ont un accès limité aux services de base. Les organisations de la société civile (OSC) sont encore peu expérimentées et professionnalisées et les mairies d'arrondissement ont des difficultés à réduire ces inégalités faute de ressources » explique Reiye Gandzounou, chef du projet et représentant du Gret au Congo. Le Gret soutient les OSC et les services techniques des arrondissements de Makélékélé, Bacongo, Talangaï et Mfilou - Ngamaba à Brazzaville pour contribuer à un meilleur accès des habitants, en particulier des jeunes, aux services urbains.

En 2014, suite à des réunions de concertation impliquant plus de 500 acteurs, neuf plans d'actions sectoriels concertées (Pasco) ont été élaborés pour l'encadrement et l'éducation des jeunes et l'aménagement des quartiers. Un fonds d'appui a été mis en place et 93 OSC, services techniques ou comités des quartiers ont déposé un projet fin 2014. 40 porteurs d'initiatives seront soutenus en 2015 pour la réalisation de microprojets.



Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée à Saint-Laurent du Maroni

2013-2014 | Budget: 350 k€ | Commanditaire : Deal de Guyane | Partenaires : Pact de Guyane, Agir.

En Guyane et à Saint-Laurent du Maroni, la croissance démographique génère une demande de logements, notamment sociaux, non satisfaite par l'offre existante. Cela induit le développement rapide de quartiers précaires. Le Gret a été missionné par la Deal pour proposer des solutions alternatives afin de prévenir et traiter ce phénomène.

Le travail a consisté à conduire un diagnostic approfondi de l'urbanisation spontanée, à le mettre en perspective par rapport aux enjeux à moyen terme, à monter une opération test de relogement de 100 ménages et à la décliner pour deux opérations de régularisation/réhabilitation de quartiers. « Le succès de la démarche repose sur la construction de nouveaux compromis avec les élus, l'acceptabilité des propositions par les habitants concernés, des solutions techniques et juridiques originales », conclut Renaud Colombier, expert urbain au Gret. La prochaine étape consiste à mettre en œuvre les opérations, ce qui dépendra de la volonté politique de la commune et de l'État.

ACTIVITÉS

Pratiques nutritionnelles des femmes enceintes et des enfants à Nevers

2013-2014 | **Budget** : 32 k€ | **Finance-ment** : Fondation Daniel et Nina Carasso | **Partenaires** : Asem, CNLRQ, Fondation Vinci.

Il existe encore très peu de données en France sur la situation nutritionnelle des femmes enceintes et des enfants de moins de trois ans en milieu précaire. Fort de 20 ans de savoir-faire en matière de lutte contre la malnutrition dans des contextes très divers, le Gret a mené un diagnostic dans deux quartiers précaires de Nevers (Nièvre). « Ce diagnostic a permis d'identifier des pratiques de santé et d'alimentation inadéquates, de grandes difficultés dans la relation mère-enfant, et un très fort isolement des femmes au sein de leur environnement identifié comme un déterminant majeur des mauvaises pratiques de nutrition », témoigne Mirrdyn Denizeau, experte nutrition au Gret. Des recommandations ont été émises pour aider les acteurs locaux existants à intervenir efficacement sur ces questions de nutrition et un projet d'intervention est en discussion avec les partenaires. Il

www.gret.org/les-pays/ representations/france

◆ PROJET ACORH EN GUINÉE FORESTIÈRE © Gret



GUINÉE

Acorh / Soutien des organisations des filières riz et huile de palme en Guinée forestière

2013-2015 | **Budget** : 873 k€ | **Finance-ment** : UE, AFD, CFSI-FdF | **Partenaires** : MGE, Bureau stratégie et développement du ministère de l'Agriculture, ministère de la Santé.

Les filières riz et huile de palme contribuent fortement à l'alimentation des Guinéens et sont importantes en termes de création de valeur ajoutée et d'emploi. Or, la demande est encore non satisfaite (25 % du riz et 18 % de l'huile de palme sont importés).

Les objectifs du projet dans les préfectures de N'zérékoré, Lola et Beyla sont d'accroître la production et la compétitivité de ces produits locaux, pour améliorer les revenus des ménages ruraux et l'approvisionnement des centres urbains. Des appuis ont été consacrés à la professionnalisation et au renforcement des capacités des acteurs, la structuration des différents maillons des filières, et la concertation d'acteurs. « Nous avons particulièrement œuvré pour l'identification et la validation des bonnes pratiques et le développement d'outils et d'activités favorisant leur adoption pour améliorer la qualité des produits, témoigne Jacques Koundouno, coordinateur technique du projet en Guinée forestière. Un volet du projet vise aussi l'amélioration des connaissances et de l'état nutritionnel des ménages ».

Bora Malé / Valorisation du riz de mangrove de qualité en Basse Guinée

2013-2015 | **Budget**: 50 k€ | **Financement**: Find | **Partenaires**: MGE, BSD/ MA, Fédération des organisations paysannes de Basse Guinée.

Le riz étuvé de mangrove (*Bora Malé* en langue sousou) a une forte renommée auprès des Guinéens. Il se vend plus cher que les autres riz locaux (+25 %) et que le riz importé. Sa filière en Basse Guinée apporte des revenus à de nombreux ménages impliqués dans la production, la transformation et la commercialisation.

Les interventions du Gret et de la MGE en synergie avec d'autres projets (Riz Basse Guinée et FOP BG) ont permis la mise en place d'une marque collective interprofessionnelle pour protéger le nom et promouvoir le produit. Après la mise en place du Réseau multi-acteurs Bora Malé en 2014, 2015 sera l'année de l'enregistrement officiel de la marque. Mamadama Camara, présidente du Réseau Bora Malé en Guinée, témoigne: « C'est un honneur d'avoir été choisie comme présidente d'une telle organisation innovante pour notre pays. Il me revient, avec les autres élus, de veiller à la qualité du riz que nous allons mettre sur le marché. Si cette expérience porte ses fruits, elle contribuera au développement de la Guinée.»

Resa Nord II / Renforcement de la sécurité alimentaire au Nord de la Guinée

2013-2016 | Budget : 2 M€ | Financement : UE | Partenaires : CCFD-Terre solidaire (chef de file), Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD).

Le projet consiste à appuyer la structuration de quatre filières agricoles (riz, maïs, pomme de terre et oignon) en vue de renforcer la sécurité alimentaire, générer de la richesse et améliorer la



↑ CONSTRUCTION D'UNE VENELLE PIÉTONNIÈRE À PORT-AU-PRINCE (HAÏTI), PROJET PARAD © Anjelo Maindelson Joseph

situation nutritionnelle dans les préfectures de Gaoual, Koundara et Mali.

Dans le cadre de ce projet, la FPFD bénéficie d'apports techniques du Gret pour une expertise agronomique (diagnostic agraire, essais sur la fertilité des sols, agroécologie), l'animation de la composante sécurité alimentaire et nutritionnelle (diagnostic des pratiques des ménages et activités de sensibilisation) et la mise en œuvre des activités de transformation et commercialisation des produits agricoles. L'assistance vise également la planification des activités, les passations de marchés, le suivi-évaluation, la communication et visibilité, l'organisation de voyages d'études. « Nous faisons appel à l'expertise internationale pour accompagner la maîtrise d'ouvrage, explique Mamadou Kourahoye Diallo, de la Fédération des paysans du Fouta Djallo. C'est dans ce cadre que le Gret nous accompagne depuis six ans. » |

> www.gret.org/les-pays/ representations/guinee



Parad / Appui à la reconstruction et l'aménagement de Desprez

2014-2016 | **Budget**: 6,2 M€ | **Financement**: UE, Oxfam GB | **Partenaires**: Oxfam GB, CIAT, UCLBP, MTPTC, Mairie de Port-au-Prince, organisations de base.

Les quartiers précaires de Port-au-Prince, où réside la majorité des habitants de la capitale, ont particulière-

28 Rapport d'activités 2014 Gret

ment souffert du séisme du 12 janvier 2010 du fait de la faible qualité des constructions et d'un manque de planification urbaine.

Le Gret et Oxfam GB mettent en œuvre une démarche intégrée et participative d'aménagement et de reconstruction dans un secteur de 10 000 habitants. Le projet a démarré en juin 2014 pour une durée très courte de 30 mois. « Le défi consiste à mener de front la production d'un schéma d'aménagement apportant un cadre de développement du quartier à 10 ans et le lancement immédiat de premières actions », indique Jean-Marie Duval, coordinateur du projet au Gret. En 2014, un diagnostic initial a été mené et un premier programme d'actions prioritaires lancé. Le projet prévoit d'améliorer les infrastructures et de sécuriser ce quartier, de renforcer les dynamiques économiques et communautaires, d'appuyer la reconstruction et l'amélioration de l'habitat.

Colibri / Concertations locales pour des initiatives de base renforcées et intégrées

2014-2016 | Budget: 1,33 M€ | Finan cement : UE, Fondation de France, AFD Partenaires: Adema. ID.

Depuis 20 ans, les organisations de la société civile (OSC) se sont multipliées en Haïti, en particulier dans les zones défavorisées. Elles tentent de fournir des réponses en l'absence de politiques adaptées et d'actions des pouvoirs publics. Alors que la décentralisation progresse lentement, le projet Colibri vise à encourager la concertation entre OSC et autorités locales, autour des enjeux prioritaires des territoires. Il prévoit de renforcer ces acteurs et d'appuyer leurs initiatives grâce à un fonds d'appui. Le Gret, Adema et ID travaillent chacun sur un des trois territoires : Port-au-Prince, Bas-Nord Ouest et Haut-Nord Ouest. «En 2014, les trois partenaires ont recensé 106 OSC pour suivre un premier cycle de formation autour des enieux sur le développement local dans chaque zone, témoigne Fanatis Saint-Sauveur, chef du projet au Gret. À Port-au-Prince, le Gret conduit des actions de renforcement de capacités avec la Faculté des Sciences humaines ». La mise en œuvre des projets financés par le fonds d'appui démarre en 2015.

Areba / Aménagement et reconstruction de Baillergeau

2012-2016 | Budget : 4 M€ | Financement: UE, AFD, FdF | Partenaire: UCLBP.

Baillergeau est un quartier précaire de Port-au-Prince, dont les habitations ont été détruites à 58 % lors du séisme du 12 janvier 2010. Depuis 2013, un Centre d'appui à la reconstruction assiste les habitants pour la reconstruction ou le renforcement de leur maison, y compris avec un appui financier. En 2014, 100 chantiers ont été lancés et 20 terminés. 90 maçons, 20 ingénieurs et 30 producteurs de parpaings ont été formés. Le Gret a fait connaître le schéma d'aménagement afin qu'il soit mieux respecté par les habitants. Huit espaces publics ont été aménagés par des associations ou des entreprises locales afin d'améliorer l'accessibilité et valoriser l'image du quartier.

« L'Unité de construction de logements et de bâtiments publics a tiré du projet une première application concrète de sa nouvelle politique nationale du logement et de l'habitat, et publié une directive invitant les bailleurs de fonds à s'appuyer sur la méthodologie utilisée par le Gret pour les projets de reconstruction qu'ils financent », témoigne Antoine Ciquene, chef du projet au Gret.

> DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR 🗦 BAMBOU DANS LA PROVINCE DE HOUAPHANH, LAOS @ Sara Melki

www.gret.org/les-pays/





Développement du secteur bambou dans la province de Houaphanh

2010-2015 | **Budget** : 1 750 k€ Financement : AFD, UE SNV, Fondation Ensemble | Partenaires : SNV, départements techniques de la Province.

Alors que 80 % de la population dépendent de produits forestiers pour vivre et se nourrir, les forêts ne couvrent plus que 40 % du territoire lao contre 70 % en 1940. En cause : le développement des concessions et des plantations agro-industrielles et l'agriculture sur défriche-brûlis.

Le Gret appuie le développement du secteur bambou de la Province de Houaphanh. Il s'agit d'accompagner la planification territoriale villageoise, la gestion durable des forêts naturelles et des plantations de bambou, la structuration de filières et les politiques publiques. « Nous nous positionnons en facilitateur d'un processus multi-acteurs d'apprentissage entre villages, pouvoirs publics et secteur privé, pour développer des filières commerciales durables de produits bambou », explique Jean-François Kibler, chef du projet au Gret. Quatre filières sont développées : artisanat, production de baguettes, pousses de bambou fraîches ou séchées. En 2014, 2 400 familles de 70 villages ont généré un revenu total de 370 k\$. La création d'un centre de services provincial sera la priorité des années à venir pour consolider et étendre le secteur bambou.

Mirep et Washoba / Accès à l'eau dans les petites villes du Laos

Mirep: 2005-2016 | Budget: 4,3 M€ Financement: Sedif, AESN, Aquassistance, AFD, Ville de Paris, UN-Habitat, Gouvernement lao, entrepreneurs locaux.

Washoba: 2014-2017 | **Budget**: 832 k€ | Financement: Coopération australienne, Gouvernement lao, entrepreneurs locaux Partenaires : East Meets West, autorités publiques laotiennes.

Le Gret accompagne les autorités publiques laotiennes dans leurs efforts pour atteindre l'objectif de fournir de l'eau potable à 80 % de la population nationale urbaine d'ici 2020. «Le modèle de gestion des services d'eau reposant sur des partenariats public-privé locaux, développé par le Gret et le ministère laotiens des travaux publics et des transports, est aujourd'hui reconnu comme une solution efficace pour l'extension de l'accès à l'eau potable dans les villes émergentes du pays », témoigne Chanhsouk Simai, chef du projet adjoint au Gret.

Initié en 2004, le projet Mirep est entré dans sa troisième phase en 2012. Huit services d'eau sont aujourd'hui opérationnels et sept nouveaux réseaux sont en cours de réalisation. 12 500 foyers représentant 70 000 personnes bénéficieront d'un accès à l'eau potable à l'issue du projet. En 2015, les activités d'assainissement démarrent avec notamment la mise en place d'une filière d'approvisionnement de produits et de services d'assainissement et d'hygiène à l'échelle d'un district rural reposant sur des petits opérateurs privés.

Le projet Washoba démarré en 2014 concerne quatre petites villes supplémentaires dans la province de Sayabouri, où le taux d'accès à l'eau potable est l'un des plus faibles du Laos: 67 %. Le Gret agit avec ses partenaires pour développer les services d'eau potable et améliorer les conditions d'hygiène des foyers. Le projet associe un dispositif d'aide basée sur les résultats (OBA), le modèle de partenariat public-privé (PPP) mis au point dans le cadre du projet Mirep, et un mécanisme de financement pour inciter l'investissement local. Une campagne d'hygiène est menée en parallèle dans les écoles et les centres de santé. En 2014, les activités se sont concentrées sur les études préalables et la mise en place des comités d'usagers des services d'eau. 16 000 personnes bénéficieront du projet. II

www.gret.org/les-pays/

MADAGASCAR

Meddea II / Développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement en zones rurales

2013-2016 | **Budget** : 3,5 M€ | **Finance**ment: UE, Fonds Suez environnement initiatives, Find, communes et délégataires privés.

« 41 % des Malgaches ont accès à l'eau potable et 51 % à un assainissement de base : on est loin des Objectifs du Millénaire pour le développement

dans le domaine de l'eau et de l'assainissement! », constate Mamisoa Andriamihaja, chef de projet au Gret.

Le Gret appuie la mise en place de 16 réseaux d'eau construits avec des opérateurs privés (investisseursgestionnaires) avec un fort enjeu de renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale et d'accompagnement à la gestion du service. Côté assainissement, le projet met en place un réseau privé de sites de production-exposition-vente d'équipements sanitaires, les Diotontolo. 19 étaient en place en 2014 avec 1 050 toilettes installées. Il est prévu d'atteindre un réseau de 20 Diontontolo pour installer plus de 6 000 toilettes d'ici mi-2016. Avec le soutien du Fonds de dotation du Gret. Find, un modèle de franchise sociale pour ce réseau est à l'étude.

Fiavotana / Amélioration des conditions de vie dans le Parc national Mananara Nord

2012-2015 | Budget: 400 k€ | Financement: UE, FFEM, MacArthurFoun dation, WCS | Partenaires: WCS, Plateforme pour le développement durable de la Baie d'Antogil.

L'environnement terrestre et marin de la biosphère du Parc de Mananara sur la côte est de Madagascar est mis en danger par des pratiques non durables d'exploitation des ressources forestières et halieutiques.

Le projet Fiavotana vise en étroite collaboration avec les populations de 22 communautés (5 000 personnes), à proposer des solutions conciliant préservation de l'environnement et développement. Le Gret mène ce projet en partenariat avec une ONG de conservation, WCS. « Ce partenariat permet d'améliorer la gouvernance locale des aires marines protégées, en contribuant à la fois à la protection de la biodiversité et à la réduction de la pauvreté », explique Ambroise Brenier, directeur du Programme marin de Madagascar chez WCS. En 2014, sept nouvelles aires de pêche gérées localement ont été mises en place, 800 producteurs ont été formés à des innovations techniques, trois périmètres irrigués sont en cours de réhabilitation et trois associations de gestion environnementales ont été appuyées.

Soa / Structuration des orientations agricoles dans les régions Androy et Anosy

2012-2015 | Budget : 1 M€ | Financement : UE, ministère de l'Agriculture Partenaire: FAO.

Les régions Androy et Anosy, au sud de Madagascar, font partie des régions les plus défavorisées du pays, où l'insécurité alimentaire est la plus répandue. En partenariat avec la FAO, le Gret a créé une ONG locale, le Centre technique agroécologique du Sud (CTAS) pour piloter une filière locale de semences adaptées, diffuser les techniques d'agroécologie et accompagner la recherche en collaboration avec un réseau de paysans relais. « Le CTAS va capitaliser l'expérience du *Gret en agro-écologie pour la région* du grand Sud malgache, touchée par des sécheresses récurrentes », explique Anjarasoa Manirifara, responsable de l'antenne du Gret dans l'Androy.

Le projet a permis de diffuser des techniques d'agroforesterie, la diversification par la diffusion de cultures pluriannuelles (pois de Lima) ou très résistantes à la sécheresse (mils). En 2014, 200 tonnes de semences ont été produites et 10 000 paysans ont adopté de nouvelles techniques d'agroécologie. Le Gret et le CTAS insisteront par la suite sur la composante élevage.

> POSE D'UNE TOILETTE MICRO-FOSSE SEPTIQUE À MAHAMBO, MADAGASCAR, PROJET MEDDEA II © Joelson Rajaomiafara





Nutririm / Lutte contre la malnutrition infantile dans le Brakna

2013-2016 | **Budget** : 1,3 M€ | **Finan**cement: UE, Unicef | Partenaire: IRD.

En 2014, 16 % des enfants mauritaniens souffrent de malnutrition chronique et 10 % de malnutrition aigüe. Afin de lutter contre la malnutrition infantile dans le Brakna au sud de la Mauritanie, le Gret met en place une stratégie couplant transferts monétaires, sensibilisation, mise à disposition d'un aliment de complément au lait maternel et renforcement des services de santé.

« Depuis 2011, nous testons un dispositif de transfert monétaire pour permettre les dépenses spécifiques pour les femmes enceintes et les jeunes enfants pendant la période de soudure : 650 femmes enceintes ou allaitantes ont recu l'équivalent de 40 € par mois entre mars et juin pour acheter des aliments à haute valeur nutritive et se rendre fréquemment dans les structures de santé », explique Chamekh Ould Meidane, chef du projet. 226 relais de nutrition communautaire ont été formés et 8 000 personnes sensibilisées. Deux campagnes de dépistage de la malnutrition aigüe ont été réalisées auprès de 20 000 enfants de moins de cinq ans. 3,9 tonnes de farines enrichies Misola ont été vendues, soit 100 000 repas. Une étude sur la faisabilité d'une production locale d'un

aliment de complément a été réalisée et une formule de biscuit fortifié est en cours de développement avec l'IRD.

Cap insertion / Insertion sociale et professionnelle des jeunes Mauritaniens

2013-2016 | Budget : 819 k€ | Financement : Cities Alliance / Banque mondiale, AFD (C2D3), UE, Région Ile-de-France, Pam | Partenaires : MEFPTIC, Cun.

En Mauritanie, les moins de 25 ans représentent 62 % de la population et sont les plus touchés par le chômage. Les trois antennes du Centre d'appui à l'insertion – Cap insertion – visent à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en les accompagnant vers la formation et l'emploi.

En 2013-2014, ce dispositif expérimenté par le Gret depuis 2008 a été transféré. Le ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et des TIC assure le développement de deux antennes. « Nous avons opté pour le transfert d'une expérience pilote menée par une ONG internationale à un service public. Nous avons demandé au Gret une assistance technique pour accom-

pagner ce transfert et pérenniser cette action », témoigne Hamady Ould El Bekaye, directeur de la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion professionnelle. La troisième antenne a été transférée à la Communauté urbaine de Nouakchott (Cun).

En 2014, le Gret a accompagné le ministère et la Cun (projet Recunij) pour avancer vers un dispositif cadré par le ministère et fondé sur la délégation de services.

Érudi / Électrification rurale décentralisée interrégionale

2011-2015 | **Budget** : 3,5 M€ | **Finan**cement: UE, Apaus | Partenaires: Tenmiya, Ecodev.

Le très faible accès à l'électricité en milieu rural constitue un frein au développement économique. Pour y remédier, le Gret met en place 79 platesformes multifonctionnelles solaires dans 21 communes rurales des régions du Brakna, de l'Assaba, du Gorgol et du Tagant. Elles permettront à 77 000 personnes de développer des activités économiques.

↓ JEUNE UTILISATEUR DU FONDS COUP DE POUCE, CAP INSERTION EN MAURITANIE © Marie Bessières



« En 2014, la construction de 70 platesformes a été achevée. Les comités d'usagers assurant le suivi local des services ont été formés et une partie des équipements électriques des plates-formes a été livrée », explique Nalla Samassa, chef du projet et représentant du Gret en Mauritanie. Le processus de sélection des délégataires privés qui auront à gérer ces plates-formes a débuté : chaque zone de délégation regroupera 20 à 30 plates-formes. L'année 2015 verra le démarrage de ce nouveau modèle d'électrification des zones rurales. L'État mauritanien souhaite prolonger cette action dans un programme national de plates-formes.

www.gret.org/les-pays/



Création d'une institution de microfinance dans la Dry Zone

2013-2016 | **Budget**: 2,5 M US\$ | **Finan**cement : Lift.

20 % de la population birmane bénéficie d'un accès aux services financiers formels en 2014 d'après Finscope. En l'absence d'offre formelle de crédit, de nombreux ménages empruntent à des taux d'intérêt très élevés auprès d'usuriers. « Fort du succès du projet de microfinance aue nous menons dans l'Etat du Chin depuis 19 ans, le Gret a démarré fin 2013 un nouveau projet de microfinance dans les zones rurales de Monywa, Yinmabin et Budalin où nous travaillons depuis 2011 (projet Myfire) », témoigne Baptiste Larnaudie, chef du projet au Gret.

Ce projet s'appuie sur le modèle de l'IMF Chin MFI en proposant à 6 000 ménages des prêts destinés à financer des activités génératrices de revenus. Au cours de la première année, 1 300 personnes ont déjà été soutenues à Monywa et les activités seront étendues à Yinmabin et Budalin en 2015.

Paslam / Amélioration des services locaux d'appui au monde rural

2013-2015 | **Budget** : 1,6 M€ | **Finan**cement : AFD, Lift, Danida, UE | Partenaires: Corad, MSN, Welthungerhilfe.

Au Myanmar, 70 % de la population est rurale et concentre 85 % de la pauvreté. Les services fournis au monde rural sont peu développés ou mal adaptés, qu'ils viennent de l'État ou d'ONG locales dont les moyens sont très limités. Le projet consiste à appuyer, renforcer et structurer les ménages ruraux, mais aussi les organisations communautaires de base et acteurs locaux de développement qui les accompagnent. Un Conseil à l'exploitation familiale (CEF) est mis en place, qui compte déjà 45 conseillers formés, 200 membres investis dans la démarche et 73 paysans relais appuyés.

« Grâce à ce projet, deux partenaires historiques du Gret, le Corad et le Mangrove Service Network, ont déjà professionnalisé leurs services et amélioré leur mise en réseau, explique Mariana Odru, assistante technique au Gret. Des groupes de paysans se sont structurés autour de services



ruraux ou d'enjeux relatifs à une même filière, par exemple le crédit-stockage et les magasins d'intrants dans le Delta, la vente collective de tomates dans la Dry Zone, ou la production de vin dans l'État du Chin ».

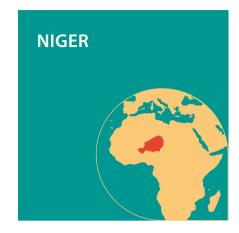
Amélioration des conditions de vie et de gestion des ressources naturelles dans le Nord du Chin

2010-2015 | Budget: 3,5 M US\$ | Financement: Lift | Partenaire: Corad.

Les systèmes de production agricole et économique du Nord de l'État Chin évoluent d'une agriculture de subsistance impliquant une exploitation non durable des ressources naturelles (déforestation) vers des systèmes agricoles plus commerciaux, diversifiés et permanents.

Afin de soutenir les villages engagés dans cette transformation, le Gret appuie le Corad (organisation locale créée par le Gret) dans l'introduction d'innovations techniques permettant l'augmentation et la diversification de la production (intensification de la riziculture, fertilisation organique, gestion de l'eau, aménagement foncier, agroforesterie). « Nous avons proposé une stratégie collective de mise en œuvre de projets permettant aux familles vulnérables d'augmenter leurs ressources productives (terrasses, zone irriguée, élevage), explique Kil Tu, directeur opérationnel de Corad. Nous avons ainsi renforcé les capacités techniques et organisationnelles de plus de 3 500 familles, membres de 105 groupes de producteurs, et financé plus de 160 projets collectifs. » II

CONSERVATION DE L'EAU ET DES SOLS DANS LA DRY ZONE AU MYANMAR



Nutriniger / Prévention de la malnutrition des femmes et des enfants

2013-2015 | **Budget** : 761 k€ | **Finance**ment: Pam, Fida, Usaid | Partenaires: CRS, Misola, municipalités, directions départementales du Génie rural, Gage.

Depuis 2008, le taux de la malnutrition aigüe au Niger se situe au-dessus du seuil d'alerte. Un enfant de moins de cinq ans sur deux subit un retard de croissance.

Le Gret accompagne la direction nationale de la Nutrition et les partenaires techniques dans la formulation, la production, la commercialisation et la promotion de farines infantiles adaptées aux besoins nutritionnels des enfants de 6 à 23 mois, en complément du lait maternel. À Maradi et Zinder, il appuie l'installation de deux unités de production de la farine Gaarin Yara fortifiée et vendue à moindre coût, forme le groupement féminin en charge de son fonctionnement et de la commercialisation des aliments. Des messages de sensibilisation aux pratiques recommandées en termes de nutrition sont également diffusés.

« Nous avons également mené une action de lutte contre l'anémie, notamment chez les adolescentes via la supplémentation en fer et micronutriments

et une action en milieu scolaire dans le département de Mirriah. En deux ans, le taux d'anémie est passé de 63,2 % à 40,5 % », illustre Moussa Haïnikoye, chef du projet et représentant du Gret au Niger. II



Afodek / Agroforêts pour le développement de Kipushi

2012-2017 | **Budget** : 3,05 M€ | **Finance**ment: UE, CPP | Partenaires: CPP, Nature+.

Le projet Afodek vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des populations du Haut-Katanga, tout en limitant la déforestation.

« Un périmètre agroforestier de 2 000 hectares à proximité de Lubumbashi est destiné à valoriser des savanes arborées dégradées. Cet aménagement va permettre à 150 familles de sédentariser leurs pratiques agricoles dans des lots individuels de 12 hectares, qui seront convertis en agroforêts avec la plantation d'arbres à croissance rapide en alternance avec les cultures vivrières. Les arbres sont destinés au bout de 10 ans à la production de charbon de bois ». résume Emmanuel Buovolo, chef du projet et représentant du Gret en RDC.

En 2014, la délimitation du périmètre a été achevée et sept nouveaux forages réalisés, pour compléter les 11 sites d'installation. 85 nouvelles familles ont été sélectionnées et 100 nouveaux hectares de plantations agroforestières réalisés. Entre 2015 et 2016, le projet prévoit la construction de 100 maisons et de 10 magasins de stockage en blocs de terre moulée, technique d'écoconstruction limitant l'empreinte écologique (briques non cuites, 30 % de ciment en moins).

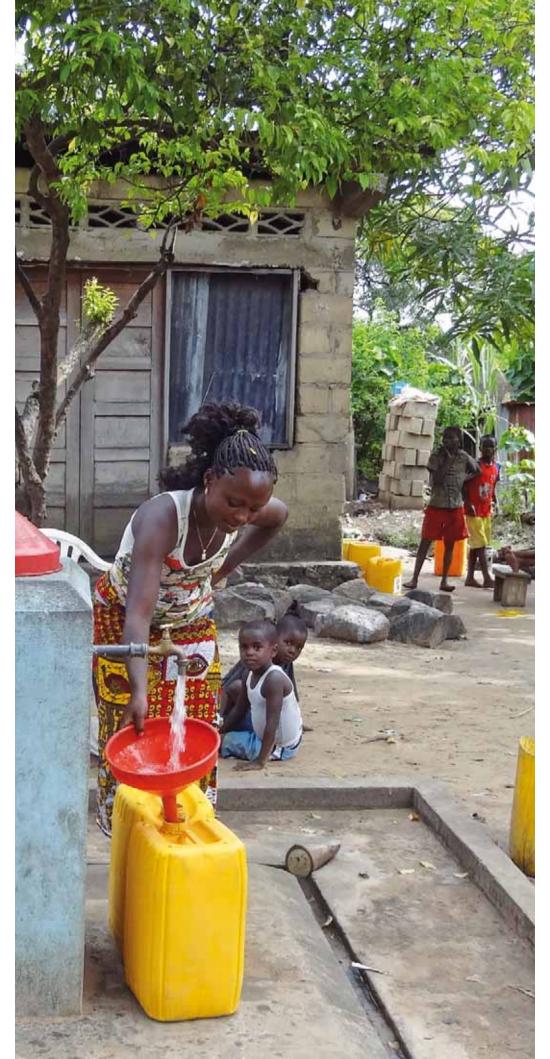
Étude pour l'extension des mini-réseaux et des bornes-fontaines

2013-2014 | Budget : 716 k€ | Financement: programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale | Partenaires : Adir, See/Saw.

Ces dernières décennies, en RDC, les bourgs ruraux et les zones périurbaines ont vu se multiplier les réseaux d'eau autonomes, qui desservent jusqu'à des dizaines de milliers de personnes, et les bornes-fontaines de la Régideso, l'opérateur national. Construits par une multiplicité d'acteurs, ces équipements sont mal connus et peu suivis, bien qu'alimentant six millions de personnes.

Le Gret a mené une enquête nationale sur smartphones pour inventorier et caractériser 423 réseaux dans 11 provinces, et géolocaliser 8 500 bornesfontaines dont 1 800 de la Régideso. L'étude a permis d'évaluer les modes d'accès à l'eau et les modèles de gestion, et de proposer des outils pour les promouvoir, de leur financement à leur régulation.

« Nous avons mené cette étude avec l'Adir, ONG congolaise spécialisée dans les réseaux d'adduction d'eau potable, et See/Saw, entreprise sud-africaine spécialisée dans l'usage des Tic pour l'eau et l'assainissement : un trio de compétences complémentaires », témoigne



Mathieu Le Corre, responsable de l'étude au Gret. Voir l'étude : www. rdc-eau.ora.

Défiv-Dafoma / Développement des filières agricoles vivrières et forestières de Mayanda

2010-2015 | Budget : 3,12 M€ | Financement: UE, AFD, Unicef, FSD (Ambassade de France).

Le Gret agit pour améliorer la sécurité alimentaire des populations du Bas-Congo et l'approvisionnement durable en bois de feu de la ville de Boma. « Depuis 2010, la zone périurbaine de Mayanda a été désenclavée grâce à des infrastructures routières en 2011 et 2012, et l'impulsion donnée aux filières vivrières a permis de passer de 250 à 1 000 hectares de cultures en quatre ans », témoigne Damien Lagandré, responsable du projet au Gret.

Des pratiques agroforestières et agroécologiques et des innovations en matière de foncier ont été développées pour maintenir la fertilité des sols, sédentariser les pratiques des paysans, produire du bois énergie, et contenir la pression sur les terres et les espaces boisés résiduels.

Un travail a été entrepris avec les communautés pour initier une gestion durable de leur espace. Vingt associations paysannes actives ont donné naissance à une faîtière, Graboma, assurant des services aux producteurs.

En 2014, deux marchés ont été construits et seront gérés par l'association Gasofaco, représentative des acteurs privés organisés actifs dans les marchés.

← APPROVISIONNEMENT EN EAU À UNE BORNE-FONTAINE EN RDC

www.gret.org/les-pays/



Asstel Dagana / Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers

2012-2015 | **Budget** : 1,8 M€ | **Finance**ment: AFD, CFSI, FdF, Ifpri, DCI Monaco, Région Midi-Pyrénées | Partenaires : Laiterie du Berger, Asodia, GIC Dagana, Région Saint-Louis.

Seconde denrée importée au Sénégal, le lait constitue l'un des aliments les plus prisés par les Sénégalais. Le projet vise à accompagner les producteurs laitiers dans le département de Dagana pour encourager la production locale. La Laiterie du Berger, installée en 2007, collecte chaque jour le lait produit par 600 familles, assurant un revenu à cette population pastorale pauvre.

En 2014, un service fourrager a été mis en place pour favoriser l'alimentation du bétail, obligeant souvent les éleveurs à transhumer à la recherche de pâturages: 500 tonnes de paille par an sont disponibles dans 17 dépôts. 20 familles ont testé le conseil spécialisé en production laitière et 100 seront accompagnées en 2015. Sept familles ont obtenu des crédits pour l'élevage pour un montant de 20 k€. En deux ans, 1 200 personnes ont participé à des sessions de formation. Le volume collecté par la LDB a augmenté de 30 % par rapport à 2010-2012. « Un cadre de concertation des acteurs de la filière a été créé pour organiser les

éleveurs et les appuyer à défendre durablement les intérêts de la filière », aioute Babacar Thiaw, en charge de ce volet du projet au Gret, à Dagana.

Aicha Saint-Louis / Appui aux initiatives des collectivités en hydraulique et assainissement

2012-2015 | Budget: 1,8 M€ | Financement : Région Midi-Pyrénées, Agence de l'eau Adour-Garonne, AESN, Sedif, collectivités | Partenaires : Conseil régional de Saint-Louis, Agence régionale de développement (ARD), Le partenariat.

« Saint-Louis est une région d'eau où les Objectifs du Millénaire pour le développement ont du mal à être atteints. Personne ne s'imagine que dans une région comme Saint-Louis, plus de 100 000 habitants n'ont pas accès à une ressource aussi vitale! », témoigne Ousmane Sow, directeur de l'ARD Saint-Louis. En effet, seuls 53 % de la population rurale a accès à l'eau.

Dans le cadre du projet Aicha Saint-Louis, le Gret et ses partenaires ont déjà permis l'accès à l'eau potable à 18 000 personnes via 12 infrastructures, l'accès à l'assainissement dans huit écoles, la mise en place d'unions locales d'associations des usagers de l'eau et la création du premier suivi technique et financier (Stefi) du service d'eau potable au Sénégal. Une seconde phase du projet permettra de renforcer les unions et déployer le dispositif Stefi.

Acting / Assainissement concerté, total et intégré du quartier Guet Ndar, Saint-Louis

2013-2017 | **Budget** : 1,7 M€ | **Finan**cement: UE, CG27, AESN, Maedi, Ville de Saint-Louis.

À Saint-Louis, le quartier de Guet Ndar est l'un des plus denses d'Afrique de l'Ouest, avec plus de 25 000 habitants logés sur une bande de sable entre l'océan et le fleuve Sénégal. La situation sanitaire des populations y est très précaire, avec un fort risque de maladies. Depuis 2012, la Ville de Saint-Louis, l'Office national d'assainissement du Sénégal, l'Agence de développement communal et le Gret travaillent à l'amélioration de cette situation.

« Le projet prévoit un réseau collectif et semi-collectif avec une offre de gestion de boues de vidanges pour les personnes non raccordables, présente Ousmane Ndiaye, chef du projet au Gret. Des actions d'accompagnement garantiront l'implication des différents acteurs locaux de l'assainissement: institutions, vidangeurs, habitants ». Ce projet verra en 2015 les premières ouvertures de tranchées au grand soulagement des habitants en demande depuis longtemps. II

www.gret.org/les-pays/



Synergies / Intégration des questions environnementales dans le développement social

2011-2014 | **Budget** : 636 k€ | **Finance**ment: UE, CFSI | Partenaire: Réseau Nerad.

Le Vietnam est l'un des cinq pays les plus touchés par les conséquences du changement climatique. Malgré une



PORTAILS D'INFORMATION **FRANCOPHONES**

Entreprendre au Sud

www.entreprendreausud.org

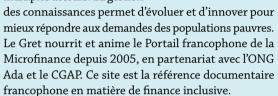
« Le Gret a officiellement lancé le nouveau portail www.entreprendreausud.org à l'occasion d'un séminaire organisé par l'AFD le 2 décembre 2014 sur la jeunesse africaine. C'est un service d'information dédié à l'appui à la petite entreprise, la formation professionnelle et l'emploi des jeunes dans les pays du Sud », présente Christine Udher, animatrice du portail au Gret.

Le portail prend le relais de la revue *L'Actualité des* services aux entreprises, soutenue depuis 2001 par la Coopération française puis par la Coopération suisse. Entreprendreausud.org s'adresse aux professionnels du développement du secteur privé intervenant dans les pays francophones. Il compte 2 700 abonnés dans 500 organisations et 90 pays, principalement en Afrique (60 %). Il propose 250 articles en accès libre et une veille internationale sur diverses thématiques parmi lesquelles la dynamisation de l'environnement des affaires et des filières, l'appui aux micro et petites entreprises et l'entrepreneuriat, et l'accompagnement à l'insertion des jeunes.

Le portail de la microfinance

www.microfinancegateway. org/fr

La finance inclusive est un secteur en plein essor, qui évolue rapidement, avec de multiples acteurs. La gestion



« En 2014, le site a été entièrement refondu avec une nouvelle architecture, permettant une meilleure navigation et des fonctionnalités nouvelles », annonce Élodie Gouillat, éditrice du portail au Gret. Aujourd'hui, le Portail de la Microfinance c'est plus de 10 000 articles, études de cas, boîtes à outils sur 38 thèmes, des informations sur les pays et les régions, des opportunités d'emplois, un calendrier des événements et formations, des réponses aux questions fréquentes... au service de plus d'un million de visiteurs par an.

www.gret.org/animer-des-reseaux/

préoccupation importante du gouvernement, les autorités locales et les populations rurales ont peu entendu parler de ces questions. Il est donc important d'améliorer les connaissances de la communauté, des autorités et associations locales, de créer un espace de dialogue entre ces acteurs afin de mobiliser les ressources et moyens nécessaires. « Il s'agit d'un processus pour lequel les ONG locales jouent un rôle très important et le projet Synergies du Gret contribue directement au renforcement des capacités des ONG locales et de leur réseau pour répondre à ces enjeux », explique Ninh Nguyen Huu, chef du projet et représentant du Gret au Vietnam.

En 2014, le projet se termine avec 17 plans d'action d'environnement validés par les autorités locales. Un séminaire national et deux publications sur les leçons tirées de l'expérience ont conclu le projet.

Phu Nu / Conditions de vie des femmes migrantes

2014-2017 | Budget : 493 k€ | Financement: AFD, Oxfam Belgique, CCFD-Terre solidaire | Partenaires : Batik international, CDI.

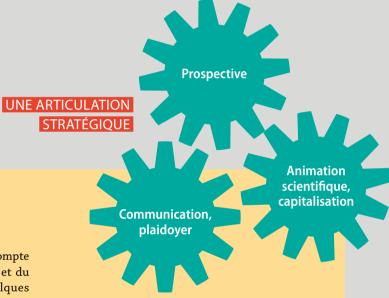
La croissance économique du Vietnam s'est accompagnée par le développement rapide de zones industrielles en zone périurbaine et un fort exode rural. L'inégalité entre l'augmentation des populations et des activités des zones industrielles, et le faible développement des services et infrastructures locaux affecte les conditions de vie des migrants, dont 54 % sont des femmes.

«Ce projet piloté par Batik vise à améliorer les conditions de vie et l'insertion sociale des femmes migrantes travaillant dans les zones urbaines de Hai Duong et de Vinh Phuc », présente Nicolas Houdry, chef du projet de Batik. En 2014, l'étude diagnostic initiale a été réalisée dans deux provinces et trois modules de formation ont été développés sur le code du travail, la santé reproductive et le savoir-vivre. Trois groupes de travail et de dialogue multi-acteurs (propriétaires, entreprises et autorités locales) ont été mis en place. II

DÉBATS

Le Gret contribue aux débats sur les politiques et pratiques de développement de différentes manières : expertises pour les États, capitalisations dans une optique de recherche-action pour le développement, animation et contribution à des réseaux d'acteurs, plaidoyer et communication d'influence, renforcement des sociétés civiles dans leur contribution aux politiques.

Les grands débats du développement en 2014



EXPERTISES POUR CONTRIBUER AUX POSITIONS FRANÇAISES

Le Gret mène des études et expertises pour le compte du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (Maedi). Quelques exemples en 2014:

Le Gret a réalisé une étude sur les initiatives innovantes de financement de la biodiversité avec le Cirad et la CDC Biodiversité, dans la perspective de la conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique 2014. Il a présenté les enseignements en juin au Groupe pilote sur les financements innovants dans le développement durable et le changement climatique, réunissant 64 pays. Soulignant la dimension de bien public de la biodiversité, l'étude met en avant la nécessité d'équilibrer changement des pratiques et recherche de financements dans le recours aux instruments économiques (principes de pollueur-payeur ou de bénéficiaire-payeur).

Dans le cadre d'une convention avec le Maedi, le Gret contribue à la réflexion stratégique sur l'intégration de la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE) et de l'approche entreprenariat social dans la diplomatie économique. Le Gret s'est concentré sur le cas du Myanmar qui, dans le cadre de sa politique d'ouverture, souhaite promouvoir les règles de la RSE pour les entreprises désireuses d'investir dans le pays.

ZOOM SUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

À l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale, le Gret s'est fortement mobilisé dans le monde pour promouvoir l'agriculture familiale pour nourrir le monde et répondre aux défis du XXIe siècle grâce aux opportunités offertes par cette actualité dans l'agenda politico-médiatique.

Il a défendu auprès des pouvoirs publics français une approche des agricultures familiales basée sur les filières, notamment dans le cadre de la commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud. Il a été auditionné par le Conseil économique social et environnemental dans le cadre de la mission sur l'agriculture familiale demandée par le Premier Ministre. Le Gret a défendu auprès des institutions internationales des modèles fondés sur l'agroécologie, notamment lors du symposium sur l'agroécologie de la FAO à Rome, pour promouvoir le commerce intra-régional africain, et a pris position contre les Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest.

Gacsa

aide publique au développement

financement de la biodiversité agriculture familiale Ebola

partenariat

directives volontaires sur le foncier

réhabilitation de quartiers précaires **RSE**



Il a sensibilisé les médias au sujet des agricultures familiales avec une soixantaine d'articles, interviews ou reportages, et en particulier un documentaire d'Arte sur l'agriculture au Myanmar et un webdocumentaire de RFI sur l'agroécologie au Cambodge. Le Gret a favorisé la voix de ses partenaires de la société civile du Sud à travers des interviews et la facilitation de leur participation à des colloques et séminaires internationaux.

Le Gret a mené une évaluation externe de 15 ans d'actions soutenues par l'AFD et le FFEM en matière d'agroécologie, en particulier de semis sous couvert végétal (SCV). Il a tiré des enseignements de l'analyse des projets et des situations pour améliorer les interventions en matière de diffusion et d'appropriation des techniques de SCV et des pratiques agroécologiques.

> LES PRINCIPAUX SUJETS EN 2014

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS



2014 Année internationale de l'agriculture familiale

Loi sur la politique française de Développement et de Solidarité internationale



AVRIL Forum urbain mondial de Medellin

SEPTEMBRE Sommet de New York sur le climat

OCTOBRE

Symposium agroécologie de la FAO à Rome

OCTOBRE

Conférence des parties sur la diversité biologique en Corée du Sud



NOVEMBRE Congrès mondial

à Sydney

de l'UICN

DÉCEMBRE Conférence des parties sur le changement climatique à Lima



Rapport d'activités 2014 Gret

Capitaliser

e Gret agit en « laboratoire du développement » avec des projets mettant en synergie recherche et développement. Ses experts capitalisent sur leurs pratiques et diffusent ces enseignements à travers des revues et ouvrages spécialisés, des collogues ou séminaires à caractère scientifique. Le Gret a accumulé un catalogue de 240 références, vendu par la librairie Lavoisier ou consultable sur www.gret.org.

COLLABORATIONS AVEC LA RECHERCHE

Le Gret participe à des projets de recherche, impliquant souvent plusieurs pays. Par exemple:

- au Bénin, au Burkina Faso et au Mali, le Gret a travaillé avec Cité unies France et le Laboratoire Citoyennetés sur une approche couplant recherche et expérimentation pour améliorer la délivrance des services publics (projet Agora);
- dans le cadre d'un projet de l'Agence nationale de la recherche (ANR) au Bénin, Niger et Burkina Faso sur l'Action publique et institutionnalisation des politiques publiques dans les secteurs de l'eau et du foncier (Appi), le Gret a organisé un atelier de dialogue avec l'IRD et le Lereps entre chercheurs et praticiens fin 2014 autour d'un Guide de repères pour l'action publique;
- l'Institut Pasteur Paris et le Réseau international des Instituts Pasteur étudient les liens entre malnutrition et modification du microbiome intestinal, en particulier l'impact de stratégies de prise en charge de la malnutrition sur la santé et l'état nutritionnel des enfants à Madagascar, au Niger, au Sénégal et en République Centrafricaine.

Le Gret soutient également deux thèses menées par ses experts en 2014, sur les entrepreneurs de l'eau au Cambodge et le dialogue entre experts, chercheurs et décideurs au sein du Comité technique « Foncier & développement ».

ÉVOLUTIONS DES CONNAISSANCES ET PRATIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2014, le Gret a publié huit ouvrages et participé à des colloques ou séminaires pour contribuer à la connaissance sur le développement et à l'évolution des pratiques. Zoom sur trois sujets en 2014.

Vers une planification et régulation des services d'assainissement

La question de l'assainissement ne se limite pas à l'accès à des toilettes hygiéniques : l'évacuation et le traitement des eaux usées représentent des enjeux sanitaires et environnementaux. Le Gret a organisé avec l'AFD le débat Contr'eauverses en septembre 2014 sur les relations entre dynamiques de marché et assainissement. Ces débats ont démontré que les services de proximité apportés par les opérateurs privés doivent s'inscrire dans une planification régulée par les autorités publiques. En Asie du Sud-Est, le Gret a animé des échanges sur des guestions similaires lors d'un séminaire sur la réalisation d'outils pour des projets durables de gestion des boues de vidange organisé par l'AIT et la Fondation Gates en juin.

QUELQUES PUBLICATIONS EN 2014:

Eau potable et assainissement dans les villes du Sud. La difficile intégration des quartiers défavorisés aux politiques urbaines

Débats & Controverses nº 8, Naulet F., Gilquin C., Leyronas S.

Un mémento technique sur l'assainissement est en chantier pour une publication début 2016



Pour des agricultures familiales vectrices de développement : innovations, lait, eau agricole

L'Année internationale de l'agriculture familiale a fortement mobilisé les acteurs de la recherche-action en 2014. Le 16 octobre 2014, une journée sur l'innovation locale et paysanne a été organisée par la Fondation de France, le CFSI, Inter-réseaux et le Groupe initiatives. Le Gret a fait part des expériences de finance inclusive au Myanmar. À l'occasion des premières rencontres internationales sur « Le lait, vecteur de développement » en mai 2014 à Rennes par Agreenium, l'Inra, le Cirad et Agrocampus Ouest, le Gret a présenté une communication sur les mini-laiteries en Afrique de l'Ouest. Le Gret a organisé en 2014 un séminaire avec Coordination Sud et Costea, espace de concertation sur l'eau agricole piloté par l'AFD. Garantir l'accès à

QUELQUES PUBLICATIONS EN 2014:

Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest : l'essor des mini-laiteries

Corniaux C., Duteurtre G. et Broutin C., Éditions Karthala

Comment améliorer l'accès au marché pour les exploitations familiales? Retour sur l'expérience Gret en Afriaue

Broutin C., Hermelin B. et Levard L., Études & Travaux en ligne nº 41

Développer des services pour les associations d'usagers de l'eau Analyse d'un processus d'innovation, le projet Asirri au Cambodae

Deligne A., Études & Travaux en ligne nº 43

La gestion de l'eau est l'affaire de tous! Stung Chinit : la difficile coordination de l'ingénierie sociale et technique sur un grand périmètre irrigué au Cambodge

Rousseau P., Balmisse S., Toelen P., Castellanet C., Fontenelle J.-P., Études & Travaux en ligne nº 42

cole pour les agricultures familiales est clé pour la sécurité alimentaire. À Madagascar, le Gret a témoigné en novembre lors de la conférence internationale « Agroécologie pour l'Afrique » organisée par l'IRD, LRI, le Cirad, le Fofifia et l'Université d'Antananarivo pour présenter son travail sur le dispositif « paysans à paysans » au sud de Madagascar.

permis de dégager plusieurs pistes pour prolonger les dynamigues d'innovation portées par la recherche-action et leur changement d'échelle, parmi lesquelles la dimension expérimentale des projets, le dialogue entre savoirs scientifiques et traditionnels, l'émergence d'entrepreneurs sociaux porteurs d'innovation, etc. Le Gret a fait part de son expérience sur la gestion de l'eau potable dans les quartiers précaires de Port-au-Prince et l'espace public au cœur de la reconstruction à travers l'exemple du quartier de Martissant. Le Gret a également présenté son expérience en matière de gestion des déchets dans les quartiers précaires de Port-au-Prince lors d'un colloque sur « Pour une reconstruction durable » organisé par l'ANR, la Fondation de France et l'Institut Veolia en décembre 2014.

la Fondation de France et l'Institut Veolia en septembre, a



AUTRES PUBLICATIONS EN 2014:

Le partenariat appliaué aux politiques publiques, confronté à l'outil projet

Huyghebaert P. et Lemare-Boly S., Études & Travaux en ligne nº 40

Politiques de coopération internationale: quel rôle dans la construction de l'action publique au Sud?

Ribier V., Castellanet C., Gabas J.-J. et Vernières M., Débats & Controverses nº 10

René Dumont revisité et les politiques aaricoles africaines

Bichat H., Dierickx P., Dufumier M., Hazelin E., Levy M. et al., Débats & Controverses nº 9

Haïti: entre reconstruction et développement

Quatre ans après le séisme, le milieu du développement a fortement capitalisé sur la reconstruction en Haïti. La journée « Mémoire du développement », organisée par

FORMER LES PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT DE DEMAIN

Les experts du Gret interviennent pour former les professionnels de demain. Quelques exemples :

- Développement urbain : Bordeaux III, Institut français d'urbanisme, École des mines.
- Eau potable et assainissement : AgroParistech-Engref.
- Plaidoyer et communication : Paris XII, UVSQ.
- Foncier : Bordeaux III, École d'urbanisme de Paris.
- Évaluations systématiques : Istom.
- Agriculture et relations internationales, politiques agricoles: ledes, Paris XI, IRC Montpellier Supagro, Iris Sup.
- Économie politique de l'Afrique : Sciences Po Paris. II

l'eau des paysanneries du Sud et investir dans l'eau agri-

QUELQUES PUBLICATIONS EN 2014:

Une innovation dans la gestion

de l'eau potable dans les quartiers précaires de Port-au-Prince

Expérimentation, tentatives d'institution

nalisation et d'adaptation aux crises

La gestion de l'esse est l'officie de tous

L'espace public au cœur de la reconstruction : l'exemple de Martissant, Port-au Prince

Barrau E. et Levy M.

Couet L. et Grandidier E., Facts Report « Haïti : Innovations locales, clés pour un développement durable et inclusif », numéro spécial 9

A Rapport d'activités 2014 Gret Gret Rapport d'activités 2014 43

Réseaux et alliance

Dans tous ses pays d'intervention, en sus des partenariats qu'il développe, le Gret agit au sein de collectifs d'organisations de la société civile (OSC), contribue à des réseaux sectoriels et à des espaces de concertation animés par les pouvoirs publics.

Collectifs d'ONG ou d'OSC

France: Coordination Sud, CFSI, Groupe initiatives, Coalition Eau. Abong au Brésil, Comité de liaison inter-ONG en Haïti, Plate-forme des ONG à Madagascar, Congad au Sénégal, Repaoc, Spong au Burkina Faso, etc.

Espaces de concertation

France: CNDSI, Comité technique « Foncier & développement », Costea, Gisa, Groupe national sur les forêts tropicales, PFVT. Groupe des partenaires techniques et financiers sur la nutrition au Burkina Faso, Groupe de concertation sur les violences faites aux femmes en Haïti, etc.

Réseaux sectoriels multi-acteurs

France: GTD Désertification, Plate-forme énergie et développement, Riaed, Cerise. Pepa en Haïti, Land Issue Working Group au Laos, Nerad au Vietnam, etc.

EXEMPLES D'ACTION EN RÉSEAU

Contribution aux réflexions du Groupe initiatives

Le Groupe initiatives (GI) rassemble 10 ONG françaises proches du Gret dans leur vision professionnelle du développement. En 2014, le Gret a contribué à plusieurs débats du GI, en particulier lors d'une journée d'étude sur l'action des ONG face au défi du changement d'échelle, où il a présenté le cas d'Amret, passé de projet expérimental en 1990 à l'une des principales institutions de microfinance du Cambodge. Cette journée a permis de questionner les modalités d'intervention et d'alliance des ONG pour que les innovations mises en place contribuent à des transformations sociales, économiques et politiques de grande envergure.

Voir la dernière publication du GI: « Les partenariats au cœur des enjeux de territoire. Actes des journées d'étude organisées par le Groupe initiatives les 22 et 23 octobre 2013 à Ouagadougou », sous la coordination d'O. Le Masson et J. Casteuble (GRDR), Traverses n° 42.

Secrétariat technique et scientifique du Comité « Foncier & développement » en France

Le Gret assure le secrétariat technique et scientifique du Comité « Foncier & développement » piloté par l'AFD et le Mae-

di. En 2014, le Comité a travaillé sur les principes qui guideront l'action de la France et de ses opérateurs sur les projets d'investissements agricoles et sur les politiques de formalisation des droits fonciers.

Sous la responsabilité du Gret, ces travaux ont donné lieu à deux documents : un guide opérationnel d'analyse ex-ante des projets d'investissement agricole à emprise foncière visant à s'assurer que les projets appuyés par la France respectent bien les directives volontaires pour une gouvernance responsable du foncier, et un document qui tire les leçons de 30 ans d'expérience de formalisation des droits fonciers.

Groupe des partenaires techniques et financiers sur la nutrition au Burkina Faso

Le Gret participe au groupe de travail des partenaires techniques et financiers (PTF) sur la nutrition au Burkina Faso, sous l'égide de la direction de la Nutrition du ministère burkinabé de la Santé, piloté par l'Unicef et Echo.

Au sein de cet espace de concertation, il fait remonter les enseignements issus de son expérience de terrain pour alimenter la politique nationale et les stratégies d'intervention du pays pour lutter contre la malnutrition des jeunes enfants. Il a en particulier fortement œuvré pour l'inclusion des aliments de complément adaptés et accessibles aux populations pauvres parmi les moyens nécessaires à mobiliser.

Plaidoyer et communication d'influence

22 prises de position

190 retombées médiatiques

141 000 visites sur www.gret.org

Une rubrique dédiée :

www.gret.org/prises-de-position/

4 600 abonnés à la newsletter En lien

L'Année internationale de l'agriculture familiale a fortement mobilisé le Gret en 2014 (voir p. 41). Le Gret s'est investi dans plusieurs campagnes de communication et de plaidoyer pour faire évoluer les politiques en France et dans ses pays d'intervention. Focus sur quatre campagnes.

Suivi de la politique française de développement et du financement de ses objectifs

2014 a été une année charnière pour le développement avec le vote de la première Loi d'orientation sur la politique française de développement en 2014. Le Gret, avec le Gl et Coordination Sud, s'est mobilisé pour que cette loi prenne en compte la recherche et l'innovation pour le développement et assurer les moyens de sa mise en œuvre. Le président du Gret a été nommé au CNDSI, espace de concertation de suivi de la loi, où il représente également le Gl. Le Gret a rencontré le Président Hollande en amont du sommet des Nations unies de New York en septembre 2014, et la secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, Annick Girardin, ainsi que leurs conseillers. Il s'est investi sur le sujet du financement du développement, à la veille de la redéfinition des Objectifs du Millénaire pour le développement.

« Nous nous félicitons des signaux forts en faveur du développement. Toutefois, la France ne se donne pas les moyens de ses ambitions. La baisse de l'aide publique au développement n'est pas inéluctable, l'efficacité des institu-

tions multilatérales est à mieux évaluer et l'engagement du secteur privé dans le développement, qui reste à préciser, ne saurait remplacer des moyens publics pour les ONG dont la solidarité internationale est le métier » explique Pierre Jacquemot, Président du Gret.

En savoir plus : « L'avenir de l'aide publique au développement », Politiques et pratiques de développement n° 15, 2014.

Climat et agriculture : Gacsa versus agroécologie

L'impact des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire est reconnu de tous. Une Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat (Acsa) a été lancée officiellement en septembre 2014, dans le cadre du Sommet sur le Climat organisé par le secrétaire général des Nations unies. Le Gret, avec Coordination Sud, a plaidé contre cette alliance qui risquait de créer un espace politique concurrentiel aux négociations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Cop). Il a signé plusieurs lettres ouvertes avec la société civile internationale et contribué à la position des ONG pour la Conférence des parties sur le changement climatique à Lima, notamment sur cette question. Pour répondre aux défis agriculture et changement climatique, le Gret promeut l'agroécologie. Alors que la Gacsa pourrait représenter les solutions climat et agriculture lors de la Cop 21 à Paris, le Gret plaide pour que l'agriculture intelligente face au climat intègre les principes de l'agroécologie.

« Le concept d'agriculture intelligente face au climat et l'Alliance qui porte son nom constituent un danger, car la définition est tellement générale qu'elle permettra à n'importe qui de s'en réclamer, y compris sur des technologies qui consti-

tuent une impasse (OGM, engrais chimiques). L'urgence climatique ne doit en aucun cas ouvrir la porte à de fausses solutions climat qui menaceraient les droits fondamentaux des populations et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus pauvres » plaide Pierre Ferrand, expert agriculture au Gret.

En savoir plus: Note de Coordination Sud: « Acsa: un jeu de dupes? », 2014.

Pauvreté et faim : les autres victimes d'Ebola en Guinée

L'épidémie Ebola qui frappe la Guinée depuis début 2014 sévit dans un contexte de grande fragilité. Alors que la communauté internationale se mobilise pour lutter contre

44 Rapport d'activités 2014 Gret Gret

les conséquences sanitaires, le Gret a interpellé les décideurs et bailleurs de fonds sur les effets de l'épidémie sur la pauvreté et la sécurité alimentaire, sur la base des informations collectées dans les zones où il travaille : Moyenne Guinée et Guinée forestière.

« Les prix du riz net baissent de jour en jour, ça ne couvre même pas toutes les dépenses. Si la situation ne change pas, nous risquons de vivre dans la précarité », s'inquiète Agnès Boniface Loua, étuveuse de riz à Gouécké. « Nous avons peur des autres et les autres ont peur de nous. L'épidémie doit être éradiquée pour que les affaires reprennent. Il faut plus de sensibilisation », raconte Aminata Dioubate, autre étuveuse à Gouécké.

En savoir plus : « Pauvreté et faim : les autres victimes d'Ebola en Guinée », Politiques et pratiques de développement n° 16, 2014.

Défendre la réhabilitation de quartiers précaires in situ

Un milliard de personnes vit dans des quartiers précaires dans le monde. Le Gret défend la réhabilitation in situ de ces quartiers comme l'approche à privilégier dans les opérations urbaines pour des raisons politiques (droit à la ville pour tous), et pratiques (disponibilité des terrains sans réduire les espaces agricoles). Il a défendu cette position au Forum urbain mondial de Medellín début 2014. Nommé pour représenter la France à la réunion des experts mondiaux sur l'élaboration du document à Medellín, il a exprimé sa vision des enjeux territoriaux, sociaux, économiques et environnementaux des villes du Sud. Il a participé à un atelier organisé par le PFVT, le Maedi et CGLU sur la maîtrise d'ouvrage urbaine publique. Le Gret a défendu sa position lors d'une conférence avec l'AFD fin 2014 et dans plusieurs émissions (RFI, France culture). À l'occasion de la Journée mondiale de l'habitat le 6 octobre, il s'est mobilisé en Haïti auprès de l'Unité de construction de logement et de bâtiments publics, sur l'intégration des quartiers informels à la ville.

« La plupart des bailleurs de fonds s'accorde sur l'intérêt de la réhabilitation in situ et condamne les évictions massives forcées dues à des grands projets d'aménagement. Mais sur le terrain, les améliorations sont lentes et ponctuelles. Les arbitrages politiques et financiers des collectivités locales en faveur des quartiers informels sont insuffisants au regard des investissements consacrés aux grandes infrastructures et aux projets économiques soutenus par les bailleurs de fonds. Tirer les enseignements des actions menées, les mettre en débat et les diffuser y compris au niveau international contribue à faire

Virginie Rachmuhl, experte développement urbain au Gret. Retrouvez la vidéo de la conférence ID4D du Gret et de l'AFD sur: http://ideas4development.org

avancer la cause de ces quartiers et de leurs habitants », témoigne

Le Gret sociétaire d'Altermondes et membre du comité de rédaction

En mars 2014, l'association qui édite depuis huit ans le journal Altermondes est devenue

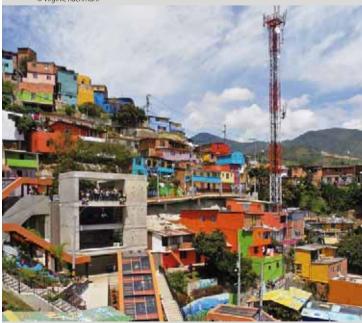


la première Scic de presse (société coopérative d'intérêt collectif). Elle réunit 100 sociétaires (ONG, médias, journalistes, abonnés, etc.) pour répondre à de nouvelles ambitions : un site internet, une revue diffusée en kiosque, avec toujours une même ligne éditoriale : une vision de la solidarité internationale du point de vue des sociétés civiles, qui n'est pas relayée dans les médias « traditionnels ».

> « Pour le Gret, partenaire d'Altermondes depuis sa création, il était naturel de rejoindre l'aventure en tant que socié-

taire. Notre investissement va au-delà puisque nous avons été élu au comité de rédaction, où nous nous attachons à faire remonter la voix de ceux que nous côtoyons sur le terrain », témoigne Marie Bessières, responsable de la communication et de la coordination du plaidoyer au Gret, et membre du comité de rédaction.

MEDELLÍN EN COLOMBIE: FORUM URBAIN MONDIAL 2014 © Virainie Rachmuhl



	4
	/
5	\subseteq

201. 201. 201. 201. 201. 201. 201. 201.	Évaluation à mi-parcours « dons basés sur la performance de SFI » Gestion des forêts de l'Amapá (Geflo) Appui à l'attribution des terres Appui à l'attribution des terres Capitalisation du processus d'attribution des terres sur le périmètre irrigué de Di Tapitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) Marketing social et initiatives locales en assainissement familial Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACL/GDT) Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		Mountain Areas Development Agency IFC FFEM MCA E-sud Yves Rocher CFSI-FdF CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE UE, Afaudeb	Cerise, Iram CI, Gouvernement de l'Amapá Sher Laboratoire Citoyennetés Inter-réseaux Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins Afaudeb, Naturama	2 15 4700 314 15 40 13 1972 551 228
BRÉSIL 2013 BURKINA FASO 2013 2014 2014 2016 2017 2017 2017 2017 2017 2017 2017 2017	2-15 Gestion des forêts de l'Amapá (Geflo) ® 2-14 Appui à l'attribution des terres ® 4-15 Capitalisation du processus d'attribution des terres sur le périmètre irrigué de Di ® 3-15 Karité ® 1-14 Capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains ® 3-17 Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) ® 4-17 Marketing social et initiatives locales en assainissement familial ® 1-14 Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou ® 3-15 Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) ® 4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) ® 3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) ® 0-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) ®		FFEM MCA E-sud Yves Rocher CFSI-FdF CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	CI, Gouvernement de l'Amapá Sher Laboratoire Citoyennetés Inter-réseaux Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	4 700 314 15 40 13 1 972 551 228
201. 201. 201. 201. 201. 201. 201. 201.	Appui à l'attribution des terres Capitalisation du processus d'attribution des terres sur le périmètre irrigué de Di Assilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) Marketing social et initiatives locales en assainissement familial Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		MCA E-sud Yves Rocher CFSI-FdF CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	Sher Laboratoire Citoyennetés Inter-réseaux Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	314 15 40 13 1 972 551 228
201. 201. 201. 201. 201. 201. 201. 201.	4-15 Capitalisation du processus d'attribution des terres sur le périmètre irrigué de Di 3-15 Karité Capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains 3-17 Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) 4-17 Marketing social et initiatives locales en assainissement familial 1-14 Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou 3-15 Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) 4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) 3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 5-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) 5-17 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		E-sud Yves Rocher CFSI-FdF CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	Laboratoire Citoyennetés Inter-réseaux Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	15 40 13 1 972 551 228
201. 201. 201. 201. 201. 201. 201. 201.	3-15 Karité Capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains 3-17 Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) 4-17 Marketing social et initiatives locales en assainissement familial 1-14 Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou 3-15 Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) 4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) 3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 3-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) D-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		Yves Rocher CFSI-FdF CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	Inter-réseaux Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	40 13 1 972 551 228
201 201 201 201 201 201 201 201 201 201	1-14 Capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains (3-17 Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) (4-18 Marketing social et initiatives locales en assainissement familial (4-19 Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou (3-10 Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) (4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) (3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) (3-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) (3-17 (Nutrifaso) (3-18 (Nutrifaso) (3-19 (Nutrifaso) (3-19 (Nutrifaso) (3-10 (Nutr		CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	13 1 972 551 228
201 201 201 201 201 201 201 201 201 201	Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		CFSI-FdF, UE UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	Fepab IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	13 1 972 551 228
201- 201- 201- 201- 201- 201- 201- 201-	4-17 Marketing social et initiatives locales en assainissement familial 1-14 Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou 3-15 Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACL/GDT) 4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) 3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-17 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-18 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-19 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Description des ressources nationaux deux parcs nation		UE MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	IDE, Eau Vive Sher Région des Hauts Bassins	551 228
201 201 201 201 201 201 201 201 201 201	1-14 Associations d'usagers de l'eau, opération et maintenance dans la Vallée du Sourou Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		MCA Burkina Faso Cilss, FFEM UE	Sher Région des Hauts Bassins	228
201- 201- 201- 201- 201- 201- 201- 201-	3-15 Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (PACI/GDT) 4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) 3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-17 Particular des la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-18 Particular des la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-19 Particular des la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-10		Cilss, FFEM UE	Région des Hauts Bassins	
201- 201- 201- 201- 201- 201- 201-	4-17 Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi) 3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-17 Pour la malnutrition infantile (Nutrifaso)		UE		14
201. 201. 201. CAMBODGE 201.	3-16 Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso) 0-17 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-18 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-19 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources deux deux parcs nationaux (Pape) 0-10 Particular des ressources deux deux deux deux deux deux deux deux	•		Afaudeb, Naturama	
2010 2011 CAMBODGE 2011	0-16 Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)	•	UE, Afaudeb		202
201- CAMBODGE 201:				Afaudeb, Région Est	1 160
CAMBODGE 2013	4 Promotion de la santé communautaire P		UE, ministère français de l'Intérieur, AFD, Pam, Unicef, USAID, Cartier Charitable Foundation, Find, Ofda, Sida	Région Est, ACF, CRS, APAC, Fandima, Aseff, TDH, SOS Sahel, AB Misola, IRD	7 800
		•	PADS (programme national Burkina)	Icodev, Fiimba, ABF, Apac Fandima	137
201.	3-14 Développement agricole à Siem Reap (Apici) 🕑		CG 92	Cird, ministère cambodgien de l'Agriculture	658
	2-14 Improving rice quality and productivity (9)		Entreprises locales, IFC		22
201	3-15 Appui et financement des opérateurs d'eau potable au Cambodge 🗉		Banque mondiale	Isea, EMC	15
201	3-16 Eau, assainissement, hygiène - Aide basée sur les résultats 🕑		DFAT, Unicef	EMW, Isea	435
201	3-15 Étude WSP Access to finance (A2F) 📵		Banque mondiale	Isea, EMC	323
201	3-15 Formations aux opérateurs privés 冟		Banque mondiale	Isea	530
201:	3-16 Maîtrise et développement de l'accès à l'eau à Kampot (Madeau) 🕑		Ville de Paris, Régie des eaux de Kampot	Régie des eaux de Kampot	194
2014	4-19 Accès aux financements pour les petites entreprises de l'eau potable et de l'électricité		AFD, UE	Artelia, Isea, See Saw, ministères, CWA, REA	2 000
201	4-18 Renforcer les acteurs locaux de l'eau agricole (WASP) 🗐		AFD	Ministères cambodgiens et services provinciaux des Ressources en Eau et de l'Agriculture, Egis Eau, ISC, FWUC, FWN, Cirad	649
201	1-14 Amret 🖲		Amret	Advans, FMO, Proparco, Botta	46
201:	3-14 Assistance technique à National Social Security Fund (NSSF) et Family Health Development (FHD) ()	Ministère cambodgien de la Santé - AFD	NSSF, FHD, ministère cambodgien de la Santé	207
2014	Assistance technique au NSSF pour préparer l'assurance santé du secteur formel		NSSF, AFD	NSSF	33
201:	3-14 Nutrikhmer : projet d'amélioration de l'alimentation infantile 🕑		Sight and Life	IRD, PPM, ministère cambodgien de la Santé	70
201	4-16 Soutenir les opérateurs de la protection sociale santé (I-Hop) 🕑		Fondation Sanofi Espoir, Find	FHD, Social Health Protection Association (SHPA)	303
CAMEROUN 2014	Appui à l'opérationnalisation et au suivi-évaluation du plan d'action de la Socapalm 🗉		Groupe Bolloré		39
201:	2-14 Élections 2012 au Cameroun : informer et observer 🕑		SCAC, UE	Eris, Espace Lumière	244
CONGO 2013	3-14 Appui à la maîtrise d'ouvrage du programme concerté pluri-acteurs 📵	•	CFSI, AFD		10
2014	4-17 Appui aux filières associatives et privées de pré-collecte des déchets à Brazzaville (Filipa) 🕑		MAT, DGGT (C2D)	Mairie de Brazzaville et des arrondissements	650
201	1-15 Gestion des services de base à Dolisie (Promaiss) 🕑		Mairie de Dolisie, UE		472
201	2-15 Microprojets communaux et associatifs à Brazzaville (Micab II) 🕑		AFD, UE	AAISC, Mairie de Brazzaville et arrondissements	1 300
	Projet de terrain (E) Expertises et missions courtes (E) Études, recherche et capitalisation Agriculture : filières et politiques agricoles (Citoyennetés et démocratie) Eau pota	blo accair:-	sement, déchets 🛑 Gestion des ressoi	urces naturelles et énergie	

Projet de terrain

© Expertises et missions courtes

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES BUDG	ET en k€
FRANCE	2012-15	Circuits courts en Europe (Codia)	•	Région Ile-de-France, MAAF	ESA INC Civam 49, Afipar, Bergerie nationale, Crara, Supagro, Inra	349
	2014-15	Mémento de l'assainissement	•	AFD, AESN, Fonds Suez environnement initiatives, SIAAP		148
	2011-14	Payer pour l'environnement ? REDD et PSE Repère (Repère) 📵		MEDD	Cirad, Amis de la Terre	47
	2013-14	Actualité des services aux entreprises (e)		AFD		30
	2014-15	Étude Fonds de financement de la formation professionnelle (9)		Adea	Adea, Iram	13
	2014-15	Portail Entreprendreausud		AFD		30
	2013-14	Pratiques nutritionnelles des femmes enceintes et des enfants à Nevers		Fondation Daniel et Nina Carasso	Asem, CNLRQ, Fondation Vinci	32
	2013-14	Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) 🗈		DEAL de Guyane	Pact de Guyane, Agir	350
	2014-15	Appui phase pré-opérationnelle d'une opération de RHI pour Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) 📵		Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni		7
	2013-14	Étude de prospective urbaine à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) 🗉		AFD		45
GUINÉE	2014-15	Améliorer l'approvisionnement de la ville de TimbiMadina en productions maraîchères locales 🕑		CFSI - FdF, FPFD	FPFD	43
	2013-16	Renforcement de la sécurité alimentaire au Nord de la Guinée (Resa Nord II) 🕑		UE	CCFD-TS, FPFD	2 000
	2013-15	Valorisation du riz de mangrove de qualité en Basse Guinée (Bora Malé) P		Find	MGE, BSD/MA, FOPBG	50
	2011-15	Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et amélioration des capacités des organisations des filières riz et huile de palme (Acorh-Parsan) 🕑		AFD, CFSI-FdF, Find, UE	MGE, BSD/MA, ministère de la Santé	1 328
НАЇТІ	2013-16	Aménagements innovants des bassins versants 🕑		AFD	SOS Enfants sans frontières	665
	2012-14	Dispositif intégré de gestion des ordures ménagères à Port-au-Prince (Jefakaf) P		AFD, FdF, UE	Snelak, Mairie de Port-au-Prince	1 064
	2013-14	Étude de faisabilité et formulation d'un projet de formation et insertion professionnelles (e)		AFD		685
	2012-14	Développement local Saint-Louis du Sud (PDL-SLS) 🖲		Pnud, AESN, CG92	MARNDR, MSPP, Oerpa, PMCE, Mairie de Saint-Louis du Sud, Padass, Caepa	850
	2014-15	Développement local Saint-Louis du Sud ®		Kellogg Fondation		47
	2014-16	Concertations locales pour des initiatives de base renforcées et intégrées (Colibri) ®		UE, FdF, AFD	Initiatives Développement, Adema	1 333
	2012-14	Fonds de microréalisations urbaines pour Haïti (Filu II) 🕑		FdF, UE		4 186
	2012-16	Aménagement et reconstruction de Baillergeau (Areba) 🕑		FdF, AFD, UE	UCLBP (maîtrise d'ouvrage)	4 000
	2014-15	Reconstruction, aménagement urbain et développement économique de Christ Roi 🕑	•	UE	Solidarités International, Entrepreneurs du Monde, Build Change	46
	2014-16	Appui à la reconstruction et à l'aménagement de Desprez (Parad) 🕑		UE, Oxfam GB	Oxfam GB	6 200
LAOS	2005-16	Accès à l'eau potable et l'assainissement dans les petites villes laotiennes (Mirep)	•	AFD, AESN, Aquassistance, Sedif, Ville de Paris, UN-Habitat, gouvernement lao, entrepreneurs		4 300
	2014-16	Water, sanitation and hygiene output-based aid project (Washoba) 📵		AusAid, gouvernement lao, entrepreneurs	East Meets West, Autorités publiques laotiennes	s 832
	2014	Gestion des boues de vidange à Vientiane 📵		Siaap, AESN, AIMF	WTA, Commune de Vientiane	37
	2010-15	Développement du secteur bambou dans la Province de Houaphanh		AFD, SNV, Fondation Ensemble, UE	SNV, départements techniques	1 750
	2013-14	Évaluation ex-post du projet d'assistance technique dans le secteur de l'irrigation 📵		AFD		29
MADAGASCAR	2014-17	Sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles (Asara) 🕑		UE	CTAS	1 666
	2012-15	Structuration des orientations agricoles (Soa) 🕑		UE, ministère de l'Agriculture	FAO	1 018
	2013-16	Actions intégrées en nutrition et en alimentation (Aina) 🕑		UE	CTAS	1 518
	2013-16	Accès à l'eau sur le plateau Mahafaly (Eau Mahafaly) 🕑		CRDI	WWF	83
	2012-15	Amélioration des services d'assainissement à Antananarivo (Miasa) 🕑		Grand Lyon, Veolia, UE	Commune d'Antananarivo	616
	2012-14	Services d'eau et d'assainissement d'Ambodifotatra (Sainte-Marie II) 🕑		Sedif, Jirama	Jirama	397

e Études, recherche et capitalisation

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS 2014

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES BUDG	ET en k
MADAGASCAR (suite)	2013-16	Mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau et l'assainissement en zones rurales (Meddea II) 📵	•	Fonds Suez environnement initiatives, UE, Find, communes, délégataires		3 500
	2012-15	Améliorer les conditions de vie et appuyer la gestion concertée des ressources naturelles marines et terrestres (Fiavotana) ®	•	UE, WCS, FFEM, Fondation Mac Arthur	WCS, Plate-forme de concertation pour le développement durable de la baie d'Antongil	400
	2013-16	Biodiversité, développement et gouvernance locale (Hafafi) 🖲	•	AFD, Fanamby, CG 29, WCS, Wiomsa, Fondation Albert II de Monaco, Fondation Mac Arthur	WCS, Fanamby	1 129
	2008-14	Réseaux hydroélectriques villageois, énergie et respect de l'environnement (Rhyviere) 🕑		Délégataires, Energy Assistance, UE	Ader, Energy Assistance	230
	2014-18	Hydroélectricité et environnement à Madagascar (Rhyviere II) 🕑		UE, FFEM	Cite, Enea Consulting, IRD	4 499
	2012-14	Planification communale en énergie de l'OPCI Jiro Lafatra 🕑		Poweo, Sigeif	Communes de Sahasinka, Fenomby, Mahabako	37
	2013-16	Amélioration de la santé maternelle et infantile (Pasmi) 🕑		AFD	MDM, ACF, Santé Sud, MFPF, HI, ministère malgache de la Santé	640
	2013-14	Éducation nutritionnelle dans les écoles du district de Bekily (Educnut) 🕑		Pam	Pam, Office national de nutrition, ministère malgache de l'Éducation	21
	2014-15	Étude d'accompagnement du projet d'appui à la lutte contre la malnutrition chronique (Miaro) 📵		Pam		265
	2013-18	Nutri'zaza Assistance technique 🕑		AFD, Nutri'zaza	Nutri'zaza, TAF, ministère malgache de la Santé	550
	2013-14	Étude pré-opérationnelle de requalification urbaine de quartiers à Toamasina 📵		Ville du Port		138
	2014-14	Programme de coopération décentralisée (Havelontika) 🕑		CG 27	Association Havelontika	77
MALAWI	2013-15	Conseil à l'exploitation familiale (E)		Concern Worldwide		65
MAROC	2013-15	Assistance technique auprès de l'Agence de développement social P		Agence de développement urbain		300
MAURITANIE	2014-15	Appui à la conception du programme « Jeunesse et société civile » de l'ambassade de France en Mauritanie ©		SCAC Mauritanie		14
	2011-15	Appui aux initiatives des collectivités locales pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha II) 🕲		AESN, Apaus, Communes, PS-Eau, Sedif, UE, Vert-Saint-Denis, OMVS, Évry-Gregy	Tenmiya, Communes	2 980
	2013-14	Assainissement total piloté par les communautés en Mauritanie (ATPC 300 villages) 🖹		BAD	Tenmiya	10
	2014-17	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (5 Wilayas) 🕑		UE, AFD	Burgeap, Hydroconseil	120
	2014-16	Eau, assainissement de gestion des déchets dans les gros bourgs du Trarza (Pirog - Rap - Deb) 🕑		UE; SAN Sénart; Communes de Rosso, Keur, Macène, Dar El Barka, Tiguent et Merderdra	SAN Sénart, Association des maires des Communes jumelées au SAN Sénart, Communes	128
	2011-15	Électrification rurale décentralisée interrégionale (Érudi) 🕑		Apaus, UE	Écodev, Tenmiya	3 500
	2011-15	Promotion de l'utilisation du charbon de Typha (Typha) 🕑		Apaus, UE	ISET, PND	1 500
	2013-16	Insertion sociale et professionnelle des jeunes (Cap Insertion) 🖲	•	Cities Alliance / Banque mondiale, AFD, UE, Région Ile-de-France, Pam	CUN, MEFPTIC	819
	2014	Cash transfert insertion 🗉		Pam		19
	2014-16	Renforcement de la CUN et des communes de Nouakchott au service de l'insertion des jeunes (ReCUNij) 🕑	•	UE, Région lle-de-France	Communauté urbaine de Nouakchott	173
	2014-15	La téléphonie mobile en appui à l'insertion professionnelle en Mauritanie (Mobim) 🕑		Find		50
	2013-16	Lutte contre la malnutrition infantile dans le Brakna (Nutririm) 🕑		UE, Unicef	IRD	1 300
	2014-17	Resanut		UE	Agir ; Communes d'Ajar, d'Arr et d'Ould M'Bonny	1 666
MYANMAR	2013-15	Amélioration des services locaux d'appui au monde rural (Paslam) P		AFD, Danida, Lift, UE	Corad, MSN, Welthungerhilfe	1 643

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS 2014

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES B	UDGET en k€
MYANMAR (suite)	2011-14	Community based sustainable use of natural resources and environment protection in the Ayeyarwaddy Delta	•	UE	Mangrove Service Network	101
	2013-14	Étude Understanding rural land issues to engage comprehensive policy dialogue in Myanmar 🖲		Lift		173
	2013-16	Farmers innovating for rural development and environment restoration (MyFire)		Danida		1 145
	2012-16	Poverty & hunger alleviation through support, empowerment and increased networking (Phase In) (Phase In)		UE	Care, ACF	412
	2010-15	Amélioration des conditions de vie et de gestion des ressources naturelles dans le Nord du Chin 🕑		Lift	Corad	2 065
	2011-15	Value chain development for inclusive economic growth in Bogale and Mawlamyinegyun townships ®	•	Lift	Welthungerhilfe (WHH)	1 163
	2013-16	Creation of microfinance institution in Dry Zone (IMF Dry Zone) ®		Lift		1 986
	2012-14	Sustainable Microfinance (Chin MFI)		Lift, Pnud	Chin MFI	209
	2012-15	Nutrition au Myanmar (NutriMyanmar) 🕑		UE	Gold Power, ACF, WHH	336
NIGER	2014	Développement de l'agriculture familiale dans les régions Tahoua, Maradi, Zinder (Prodaf Niger) 🖹	•	Fida		14
	2013-15	Prévention de la malnutrition des femmes et des enfants (NutriNiger) 🕑		Fida, Usaid, Pam	Misola, CRS, municipalités, directions départementales du Génie rural, Gage	761
RDC	2010-15	Développement agricole et forestier de Mayanda (Defiv - Dafoma) 🕑		UE, AFD, Unicef, FSD		3 134
	2013-14	Étude pour l'extension des mini-réseaux et des bornes-fontaines 📵		Banque mondiale	Adir, See Saw	716
	2012-17	Agroforêts pour le développement de Kipushi (Afodek) 🕑		UE, CPP	CPP, Nature +	3 048
SÉNÉGAL	2014-15	Agricultures familiales et accès à l'information (AFAI) (©		lfpri	Fongs	248
	2013-14	Appui aux projets économiques des femmes de la Vallée du fleuve Sénégal et du Bassin arachidier (Papef) ®	•	UE, CFSI-FdF	Fongs	35
	2012-15	Finances rurales au Sénégal (Finrur) 🕑		CFSI, UE	Coopec Resopp, ADG	148
	2014	Étude circuits de distribution 🖲		UE	Iris, Enda-Graf	199
	2014-15	Programme d'appui aux ANE Foncier Sénégal (Disso Ci Suuf) 🕑		UE	CNCR	33
	2012-15	Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers (Asstel Dagana) 🕑		AFD, CFSI - FdF, Coopération moné- gasque, Ifpri, Région Midi-Pyrénées	Asodia, GIC Dagana, Laiterie du Berger, Région Saint-Louis	1 777
	2014-15	Recherche nutrition et agriculture		СТА		50
	2013-14	Agriculture irriguée et développement économique de Podor 🖹		Saed		44
	2012-15	Appui aux initiatives des collectivités locales pour l'eau et l'assainissement (Aicha Saint-Louis) 🖲		AEAG, AESN, Région Midi-Pyrénées, Sedif, communes	ARD Saint-Louis, Le Partenariat, Région Saint-Louis	1 790
	2013-17	Assainissement concerté, total et intégré du quartier de Guet Ndar (Acting) 🕑		AESN, CG27, Maedi, UE, Ville de Saint-Louis	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1 700
	2012-15	Mobilisation et planification concertée pour la gestion des déchets et l'environnement (Modeco) ®	•	UE, Communes de Diawara et Ourossougui	Communes de Diawara et Ourossougui, Le Partenariat, ARD Matam et Tambacound	318 da
	2014-17	Apprentissage pour le développement des territoires ruraux au Sénégal (Adeter) 🕑		AFD	Enda-Graf Sahel	730
TANZANIE	2011-14	Enhancing climate change adaptation and mitigation capacities of vulnerable communities (GCCA Tanzanie)		UE, SUA	Sokoine University of Agriculture (SUA)	125
TCHAD	2012-14	Médias et promotion des droits humains au Tchad		Ambassade de France au Tchad, UE, Unesco	LTDH	314
TOGO	2013-14	Appui technique au Comité national sur le foncier (E)		AFD		40
VIETNAM	2012-14	Technical assistance to value chain development in Cao Bang igopha		Lux Développement		129
	2014-17	Conditions de vie des femmes migrantes (Phu Nu) 🕑		AFD, Oxfam Belgique, CCFD -TS	Batik International, CDI	493
	2011-14	Intégration des questions environnementales dans le développement social (Synergies) 🕑		UE, CFSI	Réseau Nerad	636
	2013-16	Gestion participative de l'irrigation à Gia Binh 🗉		AFD	CPIM	189

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS 2014

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES BUE	OGET en ke
VIETNAM (suite)	2010-14	Gestion des ressources environnementales et petites entreprises novatrices dans la filière Bambou (Green Bamboo) [©]	•	AFD, Bampar Vietnam, Biogaz-Axa Vietnam, Find, Green Future Vietnam, JL Petit, Lux Développement, TxT, MaRaGa2-3-4 Vietnam, Partner Vietnam	Association des entrepreneurs du bambou Luông à Quan Hoa, Coopérative de développement rural de Thanh Hoa (CRD)	803
MULTI-PAYS	2013-14	Agroécologie: évaluation de 15 ans d'actions d'accompagnement de l'AFD 🗈		AFD	IRC, IRD, Iram	123
	2013-16	Gouvernance associative et leadership des organisations d'éleveurs en Afrique de l'Ouest (Galo) 🕑		UE, DCC, Coraf, SOS Faim, CFSI	Apess	1 767
	2014-15	Agroécologie, voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches 🖹		FFEM		31
	2013-14	Capitalisation d'expériences entre producteurs et transformateurs de produits locaux au Sénégal et au Burkina Faso	•	CTA, CFSI-FdF	Roppa, Inter-réseaux	16
	2010-14	Comité technique « Foncier & développement »		AFD	Écodev, Tenmiya	3 500
	2014	Consommation et distribution des produits laitiers au Niger, Sénégal et Mali 🖹		RBM Réseau Billital Maroobe	Iris	37
	2014	Étude Sécurité alimentaire et nutritionnelle des projets AFD en Côte d'Ivoire et au Tchad 🖹		AFD		383
	2013-14	Étude Transparence et négociation de contrats 📵		AFD	IIED, Agter	68
	2013-14	Formalisation des droits et des obligations 🗈		AFD	E-sud	70
	2012-16	Soutien des organisations paysannes pour le plaidoyer en Afrique de l'Est (Involve) 🕑		UE, Oxfam, Brot für die Welt	Esaff, Mviwata	1 800
	2014-18	Gouvernance de la terre dans la région du Mekong 🕑		SDC	Land Equity International	9 000
	2014	Évaluation externe de la convention programme de l'Afdi (e)		Afdi, AFD	Grefco	24
	2014	Évaluation finale du programme d'accompagnement familial d'Enfants et Développement au Népal, au Burkina Faso et au Cambodge ©	•	F3E, E&D	E&D	40
	2012-15	Renforcement des associations de défense des droits des minorités sexuelles en Afrique des Grands Lacs 🕑	•	UE, Ville de Paris	Humure, HDI	734
	2013-16	Acteurs locaux de l'assainissement et des déchets en Mauritanie et au Sénégal (Aladin) 🕑	•	AFD, UE, direction nationale de l'Assainissement au Sénégal	Eau Vive	725
	2010-14	Action publique dans l'eau potable et le foncier au Bénin, au Burkina Faso et au Niger (Appi) 📵		ANR	Lereps	44
	2013-14	Évaluation à mi-parcours du programme Africompost à Madagascar, au Togo et au Cameroun 🗈		Good Planet, Gevalor, EtcTerra		36
	2012-15	Innovations pour des services d'eau et d'assainissement améliorés à Madagascar et au Cambodge (Isea) ®		Fonds Suez environnement initiatives, Région Nord-Pas-de-Calais, entrepreneurs locaux, Find	Aquassistance, Isea	395
	2014-16	Électrification solaire - Barefoot College au Vietnam, Cambodge et Myanmar 🕑		Cartier Charitable Foundation	Barefoot College	86
	2014	Étude de faisabilité d'un projet de Compensation biodiversité 🗉		FFEM	CDC Biodiversité	39
	2012-14	Évaluation de trois projets du FFEM en Afrique 🗉		FFEM		51
	2014-17	Programme d'investissements énergétiques en Afrique de l'Ouest (Sunref) 🖲	•	AFD	Burgeap, Frankfurt School of Finance & Management, Adetef, Nodalis Conseil	4 084
	2011-15	Formation par apprentissage au Bénin et en Mauritanie (Pafpa) 🕑		AFD, Inap-FTP, UE	Inap-FTP, BAA	1 998
	2012-14	Portail Microfinance 2012-2014		AFD, Fenu	Ada, CGAP	198
	2014-15	Seminar Financing TVET en France et en Belgique 🖲		UE	Adea	16
	2014-15	Lutter contre la malnutrition <i>via</i> l'entreprenariat féminin au Burkina Faso, au Myanmar et au Cambodge [®]	•	Find, Cartier Charitable Foundation	IRD, Aseff, Gold Power, PPM, Unités Misola, ministères de la Santé	289
	2011-14	Amélioration des services publics au Mali, au Burkina Faso et au Bénin (Agora)		Maedi, UE	Cuf, Laboratoire Citoyennetés	186
	2013-14	Étude pour la stratégie « Territoires urbains durables » du FFEM (e)		AFD, FFEM		55

Agriculture : filières et politiques agricoles

Microfinance et insertion professionnelle

AEAG	Agence de l'eau Adour-Garonne	Fip	Forum international des plates-formes
AESN	Agence de l'eau Seine-Normandie	٠.	nationales d'ONG
AFD	Agence française de développement	Gisa	Groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire
ALE	Accord de libre-échange	GTD	Groupe de travail sur la désertification
ANE	Acteurs non étatiques	ledes	Institut d'études du développement
ANR	Agence nationale de la recherche	icaes	économique et social
AP	Aires protégées	IG	Indications géographiques
Apaus	Agence pour la promotion de l'accès universel	IGP	Indications géographiques protégées
A	aux services	IMF	Institution de microfinance
Asean	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	IRD	Institut de recherche pour le développement
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté	Lift	Livelihood and Food Security Trust Fund
AUE	Associations d'usagers de l'eau	Maedi	Ministère français des Affaires étrangères et
BAD	Banque africaine de développement		du Développement international
Cedeao	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	Maaf	Ministère français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale	ODD	Objectifs du développement durable
CG	Conseil général	OMC	Organisation mondiale du commerce
Cirad	Centre international de recherche agronomique	OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
CNDCI	pour le développement	ONG	Organisation non gouvernementale
CNDSI	Comité national pour le développement et la solidarité internationale	ONN	Office national de nutrition
Concord	Confédération des ONG européennes d'urgence	OP	Organisation de producteurs
	et de développement	OSC	Organisation de la société civile
COP	Conférence des parties	Pam	Programme alimentaire mondial
CR	Conseil régional	PFR	Plans fonciers ruraux
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale - FAO	PFVT	Partenariat français pour la ville et les territoires
C2A	Commission agriculture et alimentation de	PSE	Paiement pour services environnementaux
	Coordination Sud	PTF	Partenaires techniques et financiers
Danida	Danish International Development Agency	RDC	République démocratique du Congo
EHESS	École des hautes études en sciences sociales	Repaoc	Réseau des plates-formes nationales d'ONG
FAO	Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation		d'Afrique de l'Ouest et du Centre
FdF	Fondation de France	Sedif	Syndicat des eaux d'Ile-de-France
FFEM		Tic	Technologies de l'information et de la communication
	Fonds international pour le dévelopment		
Fida	Fonds international pour le développement agricole	UE	Union européenne
Find	Fonds d'innovation pour le développement	Uemoa	Union économique et monétaire ouest-africaine

52 Rapport d'activités 2014 Gret



GRET

Campus du Jardin tropical 45 bis avenue de la Belle Gabrielle 94736 Nogent-sur-Marne Cedex France Tél.: +33 (0)1 70 91 92 00 Fax: +33 (0)1 70 91 92 01

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION www.gret.org – gret@gret.org

CONTACT COMMUNICATION ET PRESSE Marie Bessières, bessieres@gret.org Tél.:+33 (0)1 70 91 92 76